



HAL
open science

Les études africaines en France : un état des lieux

Marie-Pierre Ballarin, Richard Banégas, Emmanuelle Beauville, Pierre Boilley, Mélanie Bourlet, Jean-François Breton, Etienne Cavalié, Monique Chemillier-Gendreau, Marie-Laure Derat, Jean-Pierre Dozon, et al.

► To cite this version:

Marie-Pierre Ballarin, Richard Banégas, Emmanuelle Beauville, Pierre Boilley, Mélanie Bourlet, et al.. Les études africaines en France : un état des lieux. [Rapport de recherche] Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Études africaines en France. 2016. halshs-01821660

HAL Id: halshs-01821660

<https://shs.hal.science/halshs-01821660v1>

Submitted on 13 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC0 - Public Domain Dedication 4.0 International License



**Études africaines
en France**

Groupement d'intérêt scientifique (GIS)

Les études africaines en France

Un état des lieux

2016

Les études africaines en France, un état des lieux - 2016

Maquette, mise en page et corrections : Véronique Lautier
Février 2016

Ont participé à cette étude :

Ballarin Marie-Pierre
Banegas Richard
Beauville Emmanuelle
Boilley Pierre
Bourlet Mélanie
Breton Jean-François
Cavalié Étienne
Chemillier-Gendreau Monique
Derat Marie-Laure
Dozon Jean-Pierre
Gabas Jean-Jacques
Garnier Xavier
Geoffroy Géraldine
Goerg Odile
Hertrich Véronique
Juhé-Beaulaton Dominique
Le Lay Maëline
Lesclingand Marie
Lorenzo Michel
Magrin Géraud
Mazauric Catherine
Pierre Cécile
Pilon Marc
Saby Mathieu
Samson Fabienne
Streiff-Fénart Jocelyne
Therond Dounia
Thiriot Céline
Tiomo Ingrid
Toublanc Alix
Treis Yvonne

Études africaines : la restructuration en cours

Les rapports d'étape, sous forme d'états des lieux réguliers, sont intéressants et utiles car ils permettent de mesurer le chemin parcouru, que ce soit d'ailleurs positivement ou négativement. Le GIS (groupement d'intérêt scientifique) « Études africaines en France » s'est proposé, en lien avec une demande issue de la direction de l'Institut national des sciences humaines et sociales (INSHS), d'essayer par ce moyen de mieux comprendre l'évolution des recherches françaises concernant l'Afrique. En 2003, notre collègue Dominique Darbon, dans un rapport de conjoncture réalisé pour le CNRS, posait le « constat du dépérissement des études d'aires, de leur faible participation à la production et aux débats théoriques, et de leur caractère résiduel dans la constitution des dispositifs disciplinaires »¹. Il poursuivait en constatant que « l'africanisme [...] ne semble relever aujourd'hui ni du registre de la communauté sociale ou professionnelle, ni de celui de la communauté épistémique ». Le constat, sévère, était celui d'un éparpillement des institutions et des chercheurs, et du déclin d'une spécialité qui, après la décolonisation et dans les années 1960 et 1970, avait pourtant connu un dynamisme fondateur qui faisait de la France un des lieux de référence pour les études africaines. Qu'en est-il plus d'une décennie après ce rapport ? Cette déshérence s'est-elle poursuivie, ou assistons-nous au contraire à une évolution positive dans ce champ de recherche et d'enseignement ?

Pensée au sein du conseil scientifique du GIS, l'étude ici présentée a mobilisé de nombreuses compétences et la bonne volonté de dizaines de collègues qui ont pris part à cet exercice. Nous ne pouvions prendre appui que sur quelques rapports, dont celui de Dominique Darbon déjà cité, mais aussi celui de Jean-Pierre Chrétien écrit en 2004², ou encore, dans un registre différent, celui dirigé en 2010 par Jean-François Sabouret³ sur la place des aires culturelles au

1. Dominique Darbon, *Réflexions sur l'africanisme en France*, Rapport pour le CNRS dpt. SHS, Paris, décembre 2003.

2. Jean-Pierre Chrétien, *Réflexion sur les recherches « africanistes » en France*, *Propositions*, 2004.

3. Jean-François Sabouret (dir.), *Place de la recherche sur les « aires culturelles » au CNRS : enjeux, bilan et prospectives*, Rapport pour le CNRS, 15 mars 2010.

CNRS. De fait, aucun bilan approfondi n'a jamais été réalisé sur l'état des études africaines en France. Aussi l'avons-nous situé résolument dans un temps qui se veut relativement long, c'est-à-dire depuis la fondation d'une spécialité qui reste toujours actuellement très récente. Les études africaines, dans les universités et les organismes de recherche, n'ont en effet connu leur réelle éclosion académique qu'à la fin des années 1950, au tournant des indépendances, même si certaines disciplines, telles que l'ethnologie, l'archéologie ou le droit avaient précédé ce mouvement. Nous avons donc voulu prendre en compte cinq décennies de recherches et de production, tout en insistant sur le tableau actuel de nos études, afin de pouvoir en comprendre les grandes tendances. Afin de pouvoir aussi tirer de cet exercice des pistes de réflexion pour le futur, et quelques suggestions en direction de nos institutions de tutelle, universités ou grands établissements de recherche.

Le GIS, après le réseau thématique pluridisciplinaire (RTP) qui l'a précédé a, dès son origine en 2013, cherché à être un outil fédérateur, à améliorer, voire à créer, des liens, des synergies, et une meilleure connaissance réciproque des collègues et des unités consacrant recherches et enseignements à l'appréhension des mondes africains. C'est évidemment dans cet esprit que ce bilan a été entrepris. Il concerne ainsi toutes les disciplines des sciences humaines et sociales. On trouvera donc dans un premier temps l'état des lieux par disciplines et les origines de l'intérêt pour l'Afrique et ses diasporas. Nous avons aussi cherché à comprendre l'évolution des thèmes abordés, l'état des forces actuelles, les lieux et les unités où se construit la recherche, les universités où se dispense l'enseignement sur l'Afrique, ainsi que les espaces plus fréquemment étudiés. Précisons tout de suite que la pénurie actuelle ne nous a pas permis de bénéficier de moyens autres que notre implication individuelle pour mener cette enquête. Nous avons conscience du caractère parfois parcellaire des résultats obtenus. Ce travail est un premier pas, et il doit être poursuivi, sur l'état des lieux disciplinaire ou sur les autres points abordés.

Nous n'avons pas voulu en effet nous en tenir aux seules disciplines. Il nous a paru important d'établir, dans un second temps, la carte des bibliothèques et des centres de documentation, hors centres d'archives proprement dits, et de saisir ainsi les outils documentaires dont on dispose en France pour travailler sur les Afriques. Certains de ces lieux offrent la possibilité de consulter les thèses qui ont été rédigées ces dernières décennies.

De ces travaux très divers, une analyse statistique poussée nous a paru utile, présentée ici dans un troisième temps. Cette étude a autant cherché à comprendre le nombre de thèses, les thèmes abordés en général et dans chaque discipline, que le genre des directeur-e-s ou des étudiant-e-s. Il en ressort, nous semble-t-il, un tableau fort instructif de la façon de penser l'Afrique en France, et de l'évolution de cette pensée. Dans le même ordre d'idée, il nous a semblé intéressant de mieux saisir la place de l'Afrique dans les revues disciplinaires dites généralistes, et pour celles plus spécialisées dans les études africaines, l'évolution et la place qu'avaient les thèmes abordés, et comment leur renouvellement pouvait être significatif. Pour ces deux analyses statistiques de grande ampleur, le travail et l'engagement des collègues de Nice ont été déterminants, et nous leur en sommes extrêmement reconnaissants.

Précisons enfin, concernant les grandes articulations de ce bilan, que nous avons décidé (ce qui n'a pas facilité les choses), de prendre en compte l'ensemble du continent et de ses diasporas. Comme nous en parlerons plus bas, nous avons suivi en cela la vision contemporaine de l'objet qui conduit les spécialistes des études africaines à dépasser la coupure saharienne séparant une « Afrique blanche » d'une « Afrique noire ». Le présent bilan recouvre donc en partie ce que l'on peut lire dans le travail similaire effectué par nos collègues du GIS « Moyen-Orient et mondes musulmans ». Toutefois, cela n'est pas un souci, bien au contraire. Les GIS destinés à fédérer les énergies dans les différentes aires poursuivent le même but que le GIS issu des études africaines, et notre ambition est semblable et complémentaire à la leur. Nous travaillons ensemble dans le domaine des « aires culturelles » ou des « études aréales », dénominations toujours sujettes à de vastes

débats encore non conclusifs, et qui le resteront manifestement tant que nous n'aurons pas d'autre terme pour désigner les espaces qui nous occupent que celui « d'extra-européens »...

Le premier point qui ressort de cette étude concerne justement les termes que nous employons. Après de nombreux articles et remises en cause ces dernières années, il semble que l'emploi du mot « africanisme » pour nous définir est maintenant relativement hors de propos, au profit « d'études africaines », avec une insistance disciplinaire telle que celles « d'historien de l'Afrique », « anthropologue de l'Afrique », etc... Si ce terme apparaît néanmoins encore régulièrement, il s'agit surtout d'une facilité pour préciser un terrain, et non plus de la définition globale d'une spécialité se définissant comme auparavant par les spécificités de son objet ou de ses méthodes. Les échanges transdisciplinaires sont toujours bien vivants, mais ils ne définissent plus une communauté ghettoisée par la primauté de l'espace sur la discipline. De même, la pensée ancienne d'un fossé saharien, comme évoqué plus haut, n'a plus cours. En revanche, si le continent n'est plus pensé comme séparé en deux parties distinctes, l'affirmation de son homogénéité n'est plus de mise. L'idée continentale est largement abandonnée au profit d'une vision plurielle des « Afriques », incluant d'ailleurs de plus en plus les voisinages immédiats et les diasporas (Méditerranée, Moyen-Orient, Océan indien, atlantique, Antilles...). On commence effectivement à penser et à voir l'Afrique autrement qu'auparavant. En témoignent les nouvelles appellations des deux grands laboratoires français spécialisés en études africaines : l'ancien *Centre d'études sur l'Afrique noire* (CEAN) de Bordeaux se dénomme maintenant, depuis sa restructuration, *Les Afriques dans le monde* (LAM), et une fusion a donné naissance à Paris à l'*Institut des mondes africains* (IMAf). Par ailleurs, les connotations attachées aux termes « d'ethnie », de « tradition » versus « modernité », ou d'autres encore, sont maintenant bien connues chez les spécialistes des mondes africains, comme le montrent les études statistiques des titres de thèses ou d'articles. La vision des « sociétés traditionnelles » est en large régression, au profit d'analyses politiques

et sociales. L'essentialisme, le culturalisme et l'exotisme ne sont plus d'actualité...

De nouveaux thèmes de recherche émergent. Les études de genre, sur la place des femmes dans les sociétés et l'histoire africaine, sur l'esclavage, sur les « problèmes de société », sur la communication se multiplient. On observe de nombreux efforts de théorisation. Dans les revues, les articles théoriques, méthodologiques ou historiographiques sont nettement plus nombreux qu'auparavant. Sur le plan des terrains, on remarque aussi une nette tendance à l'élargissement au-delà de l'Afrique francophone. L'Afrique vue de France n'est plus celle de l'ancien espace impérial...

Sur le plan institutionnel, la situation progresse aussi positivement, malgré des faiblesses structurelles qui demeurent, et qui affectent certaines disciplines plus que d'autres. En 2003, les dispositifs des études africaines étaient mal connus par leurs acteurs eux-mêmes, comme le notait D. Darbon : « Au sein de chaque discipline, il ne semble pas qu'il y ait une connaissance correcte de la structuration du milieu. Le poids relatif des laboratoires, des travaux, des chercheurs et des universitaires travaillant sur l'Afrique n'est pas connu précisément, cela conduisant à des représentations fausses et « pifométriques » des moyens disponibles et de leur signification ». Ce travail a montré que cette situation persiste dans certaines disciplines, notamment en économie et en droit. Mais ces dernières ont apparemment, en revanche, été plus loin que les autres dans l'intégration du continent africain dans les études générales. Si l'on s'en tient à l'ensemble des spécialistes de l'Afrique, on observe une bien meilleure visibilité des réalités institutionnelles, grâce certainement à la restructuration de nombreuses unités de recherche, notamment par fusion, à la constitution du réseau engendré par les GIS, et à des actions qui vont dans le sens d'une meilleure connaissance des acteurs de la recherche entre eux. Ainsi, ce qu'on a pris coutume d'appeler maintenant les REAF (Rencontres des études africaines en France) a manifestement joué un rôle important en ce sens. La première de ces rencontres s'est déroulée en 2006 au siège du CNRS, et juillet 2016 en verra la

quatrième édition de nouveau à Paris, dans les locaux de l'INALCO, après celles de 2010 et 2014 qui s'étaient déroulées à Bordeaux. On peut mettre en avant par ailleurs l'intégration progressive de laboratoires français au sein de l'AEGIS (African-European Group for Interdisciplinary Studies) qui, sans être soutenu par une quelconque institution étatique, joue le rôle d'un véritable réseau européen des études africaines. L'AEGIS donne ainsi aux chercheurs français de nouvelles occasions de se rencontrer, au-delà des REAF, et d'entrer en contact avec les spécialistes des Afriques de toute l'Europe, voire au-delà. Tous les deux ans, les ECAS (European Conference on African Studies) permettent de grandes réunions scientifiques européennes en sciences humaines et sociales. La dernière édition, qui s'est tenue en juillet 2015 à la Sorbonne, et s'est doublée d'une semaine culturelle africaine offrant des manifestations dans de nombreux lieux de Paris, a été l'occasion d'accroître fortement la visibilité des études africaines françaises. Enfin, les étudiants du domaine se structurent eux aussi, notamment en organisant les rencontres des JCEA (Jeunes chercheur-e-s en études africaines), qui se sont tenues pour la 3^e fois en janvier 2016.

La communauté de chercheurs et enseignants-chercheurs en études africaines n'est donc plus « assez vague », comme le disait D. Darbon. Les fusions qui ont fait disparaître les trop petits laboratoires au profit d'unités moins nombreuses mais plus visibles ont réduit aussi l'effet de « chapelles » provenant de la compétition de groupes réduits. La coopération « productrice d'une communauté épistémique en toute transparence » est nettement meilleure depuis quelques années, et les études africaines commencent à s'organiser pour se faire entendre, comme on l'a vu à l'occasion des menaces qui pesaient sur la pérennité des UMIFRE.

Une dernière évolution positive est celle de la place des spécialistes dans la société, malgré leur nombre réduit. La captation de la parole par les « experts », au détriment des scientifiques, est en régression. Médias, pouvoirs publics, se tournent dorénavant plus vers les chercheurs. L'engagement de la recherche dans la réponse à la demande sociale a amplement progressé. Les chercheurs ont pour beaucoup pris conscience de l'importance des médias dans la vulgarisa-

tion de leurs compétences auprès du grand public. Les événements africains de ces dernières années, depuis les prises d'otages d'AQMI à l'opération Barkhane, en passant par les bombardements de la Libye, les affrontements ivoiriens et rwandais ou les actions de Boko Haram, ont fortement contribué à cette prise de conscience. Le besoin de connaissances fines et de pratiques de terrain s'accroît, et les discours généraux sur l'Afrique font moins recette. Il en résulte de nouveaux rapports avec la presse, écrite ou audiovisuelle, et les canaux de communication se sont ouverts entre journalistes et chercheurs. Des initiatives particulières ont contribué à ce mouvement. Des annuaires de chercheurs précisant leurs spécialités et terrains ont été communiqués aux médias, qui ont pu ainsi se constituer un fichier d'intervenants. Un certain nombre de chercheurs font l'effort de répondre à cette demande, même si les conditions des interventions sont souvent frustrantes par leur brièveté ou leur superficialité. Néanmoins, l'adaptation nécessaire à cette « pédagogie de l'urgence » est réelle, et la recherche sur l'Afrique est nettement plus visible qu'auparavant. Les institutions françaises ou européennes se tournent maintenant elles aussi beaucoup plus fréquemment qu'avant vers les compétences des chercheurs, même si l'impact de leurs analyses reste à déterminer.

Un regard sur l'Afrique différent, des thèmes de recherche en évolution, une institutionnalisation fédérative en progression et une meilleure visibilité sociale, ces points positifs ne doivent cependant pas faire croire à un optimisme béat, et ces progrès sont évidemment à poursuivre. La perception d'une communauté « malheureuse », en tout cas insuffisamment valorisée, subsiste, pour de nombreuses raisons. En premier lieu, et malgré un certain nombre de recrutements de chercheurs, les postes consacrés aux études africaines restent peu nombreux, particulièrement dans les universités. On est loin des établissements américains qui comptent majoritairement dans leurs effectifs des spécialistes des études aréales. Les autres aires ne sont pas nécessairement mieux loties, et il semble qu'il y ait là une réelle difficulté française à décentrer le regard des sciences humaines et sociales sur le monde. On mettra cela en lien avec la place très minoritaire ou quasi nulle qu'occupent les Afriques dans les concours d'en-

seignement des disciplines, agrégation ou CAPES, particulièrement en histoire. Les sujets étant rares, les éditeurs ne cherchent pas à publier manuels ou bibliographie de concours, et les futurs professeurs des collèges et des lycées ne sont pas non plus formés. Lorsque le programme d'histoire de la classe de 5^e en collège a fait une petite part aux empires et aux traites africaines des 11^e-15^e siècles, les enseignants peu formés sur le sujet ont été effrayés, et ne l'ont souvent pas abordé. Mais ils n'ont pas à s'inquiéter outre-mesure. Ce qui avait été une légère amélioration pendant quelques années a disparu : les Africains n'apparaissent plus depuis cette année dans les programmes et l'Afrique retombe dans des rapports seulement liés au colonial. Ce cercle vicieux s'entretient lui-même, et une action volontariste à ce propos serait plus que nécessaire. En lien avec cette situation, mais aussi avec la faiblesse de l'intérêt du public, les publications d'ouvrages sur les mondes africains restent généralement possibles seulement chez des éditeurs spécialisés. Ils ne bénéficient pas en retour d'une communication que ces petits éditeurs n'ont pas les forces d'entreprendre, et l'expression de la recherche sur les Afriques reste souvent confidentielle et cantonnée au monde des chercheurs.

D'autres difficultés existent. Nombre de terrains africains deviennent inaccessibles, et la prudence, certes compréhensible dans le contexte actuel, du Ministère des Affaires étrangères qui l'amène à « rougir » (et à interdire à la recherche) des espaces entiers, ne facilite pas la tâche des chercheurs. Enfin, la persistance évidente des clichés et des stéréotypes sur l'Afrique, y compris chez les collègues d'une recherche plus classique, complique encore les choses. Néanmoins, les efforts pour comprendre les Afriques et leurs mutations ne faiblissent pas, et l'on peut noter une certaine posture militante des spécialistes des Afriques face à ces poncifs. Une communauté professionnelle existe, elle a évacué les façons anciennes de penser l'Afrique, et elle s'affirme dans les études théoriques générales.

Pierre Boilley
Directeur du GIS « Études africaines en France »

États des lieux disciplinaires

Anthropologie

Origine et évolution de la discipline

Sous la coupe de l'administration coloniale à ses débuts, l'anthropologie africaniste française évolua, dès les années 1930, comme spécialité à part entière avec la création de la *Société des africanistes* (1931) et la mission Dakar-Djibouti (1931-1933). Dans les années 1960, Georges Balandier marqua un tournant, en anthropologie comme en sociologie (il revendiquait d'ailleurs le « socius » et non « l'ethnos »), en devenant le fondateur des études africaines modernes en France : son approche dynamique portée sur les mutations et les dysfonctionnements fut essentielle à une *anthropologie politique*⁴ de l'Afrique et d'ailleurs.

D'un point de vue institutionnel, l'anthropologie sur les études africaines s'implanta fortement, à partir des années 1960, tant au CNRS qu'à l'ORSTOM (actuellement IRD). Le *Centre d'études africaines* (CEAf), créé en 1957 par G. Balandier à l'EPHE, fit son entrée à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) à la création de celle-ci, en 1975, suite à l'autonomisation de la VI^e section de l'EPHE. Le CEAf, dirigé par G. Balandier jusqu'en 1984, fut dès le départ pluridisciplinaire, mais plusieurs directions d'études en anthropologie politique et en ethnologie y virent le jour, notamment sous la direction de Denise Paulme. En 1960, Pierre Alexandre, Henri Brunshwig, Germaine Dieterlen, Pierre Gourou, Michel Leiris, Denise Paulme et Gilles Sautter fondèrent les *Cahiers d'études africaines*, encore aujourd'hui sous l'égide de l'EHESS.

4. Balandier Georges, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1967, 240 p.

Évolution des thèmes

Les premières études en anthropologie de l'Afrique furent principalement des monographies ethniques sur fond de changement social (dialectique de la tradition et de la modernité), mais aussi des monographies villageoises, dans la continuité de ce qui se faisait dans les années 1950, voire même parfois en période coloniale lorsqu'il s'agissait d'inventorier les populations colonisées. Dans les années 1970, sous l'influence de l'anthropologie britannique, l'anthropologie française africaniste s'orienta vers l'économie et le marxisme ainsi que vers l'histoire et le politique, grâce à plusieurs thèses d'État sur les royaumes ou les empires précoloniaux et sur l'esclavage. A cette époque, « l'École de Paris » formée par cette anthropologie, et plus largement par les études africaines en France, forçait l'admiration des anglophones.

A partir des années 1980, les études sur l'Afrique qui occupaient, jusque-là, une place importante dans les sciences sociales (en anthropologie et en géographie notamment) déclinèrent peu à peu sur le plan des recrutements dans les différents établissements. Les études africaines en France devinrent secondaires face, essentiellement, aux études africaines d'Amérique du nord.

Les références marxistes ou « structuralo-marxistes » reculèrent elles-aussi, de même que les grands objets de la période antérieure : les monographies, notamment ethniques, disparurent progressivement, entraînant avec elles certaines thématiques associées, comme la parenté. En échange, de nouveaux objets apparurent ou s'affirmèrent, tels que la maladie et la santé, le monde des villes et les dispositifs de développement, l'anthropologie visuelle (dans le sillage de Jean Rouch), ou encore le champ politique et la question de l'État en Afrique qui, aux côtés de la science politique, intéressaient certains anthropologues. Les thématiques des études africaines en anthropologie se rapprochèrent, dans leurs objets, de celles de la sociologie africaniste.

État des forces

Aujourd'hui la situation est assez contrastée. D'un côté, l'affaiblissement s'est institutionnellement confirmé. Pourtant, les candidats au doctorat sur des terrains africains ou en relation avec des terrains africains sont toujours très nombreux. Les objets ou les domaines de recherche sont également très divers : santé au travers des épidémies (notamment du sida), migrations et migrants, nouveaux phénomènes religieux (largement transnationaux), ethnographie de l'État au travers des services publics, patrimonialisation et tourisme, connexions entre productions artistiques et anthropologie (musique, littérature, installations contemporaines, etc.). Les nouvelles études sont souvent « multi-sites », très hétéroclites et peu cadrées dans de forts paradigmes. Aussi, la pertinence de la notion d'études africaines en anthropologie est aujourd'hui débattue, face au décloisonnement des aires culturelles et aux nécessaires comparatismes dans un monde globalisé. Néanmoins, les études africaines contemporaines, qui rompent définitivement avec l'africanisme colonial prolongé dans les années 1960-1970 en dépit des approches marxistes, donnent toujours un éclairage sur un continent en perpétuelle mutation dans un contexte mondialisé.

Archéologie

L'archéologie en Afrique constitue un volet classique des recherches françaises, certes postérieur en bien des cas à l'ethnologie. Elle se développe de nos jours dans une quinzaine de pays situés, pour l'essentiel, en Afrique du Nord et en Afrique orientale. Les pays de ce premier ensemble ont une vieille tradition de l'archéologie française, remontant à la fin du XIX^e siècle, et l'Afrique orientale voit se développer depuis 1945 de nouvelles thématiques.

Ces recherches s'appuient sur le réseau dense des Instituts français, dépendant du MAEE, du MEN ou du CNRS. Sur huit, quatre sont situés en Afrique orientale et subsaharienne et (IFAS, CFEE, IFRA Nairobi et Ibadan,

SFDAS - Section française d'archéologie au Soudan) et quatre en Afrique du Nord (IRMC, IFAO - Institut français d'archéologie orientale, CFEETK Centre franco-égyptien d'études des temples de Karnak, CEAlex à Alexandrie).

Missions archéologiques

Sur le terrain, le MAEE finance l'essentiel des missions archéologiques françaises ou mixtes : 45 au total, et diverses institutions publiques (comme le Louvre ou le CNRS) ou privées apportent leur contribution partielle ou totale. La répartition géographique de ces missions archéologiques financées par le MAEE montre un certain équilibre entre l'Afrique du Nord (25 missions mais 12 dans la seule Égypte) et l'Afrique subsaharienne (20 au total en Éthiopie, au Sénégal, au Soudan, en Namibie, au Tchad et en Afrique du Sud).

De nombreux chantiers de fouille, notamment en Égypte, se font en partenariat avec des universités françaises, le CNRS et le Musée du Louvre (2 missions en Égypte) et des institutions européennes. En outre, de plus en plus de chantiers (Égypte, Éthiopie, etc.) font appel à des archéologues de l'INRAP.

Enseignement en France

Les principaux centres d'enseignement de l'archéologie africaine se trouvent à Paris (MAE Ginouvès à Nanterre), à Toulouse (Laboratoire T.R.A.C.E.S., UMR 5608 Pôle Afrique, Late stone Age sequence in Ethiopia), à Montpellier (Université Paul Valéry) et à Bordeaux. Les Universités de Poitiers et de Montpellier offrent des formations de masters en paléontologie et préhistoire africaines.

Pour les étudiants, l'archéologie africaine, surtout subsaharienne, semble une discipline peu porteuse en terme de débouchés et de carrières ; l'égyptologie concentrant, elle, la majorité des postes d'enseignement et de recherches et offrant des perspectives prometteuses. C'est ainsi que la Maison de l'Orient et de la Méditerranée (Lyon) est fortement engagée dans des recherches en Égypte.

Points faibles et perspectives

Pour faire face à un creux de générations des archéologues entre 40 et 50 ans, on assiste à la montée d'une jeune génération, mais il conviendrait de lui assurer un avenir satisfaisant. Or le CNRS n'offre encore que peu de postes en archéologie africaine. Le volet le plus porteur semble être celui de la paléontologie et des paléo-environnements ; c'est là que se tissent les liens les plus fructueux avec les institutions européennes et américaines.

Démographie

Origine et évolution de la recherche démographique sur l'Afrique

L'intérêt porté par les démographes aux dynamiques de population en Afrique est perceptible dès les années cinquante, avec notamment la publication par l'INED des travaux de Louis Chevalier sur l'Afrique du Nord (1947) et Madagascar (1952) et de l'ouvrage « Tiers-Monde, sous-développement et développement » dirigé par Georges Balandier (1956). Parallèlement l'ORSTOM sous l'impulsion d'André Podlewski et surtout de Pierre Cantrelle crée en 1958 une section autonome de recherche africaniste au sein du « Comité d'économie-démographie ».

La question du surpeuplement et de la disponibilité alimentaire est annoncée dans les rapports de l'INED comme un objet de recherche et dans le contexte historique de la décolonisation africaine, il s'agit aussi d'éclairer les « jeunes États ». Vingt-cinq ans plus, comme en témoigne l'ouvrage d'Alain Girard (1986) sur l'histoire de l'INED, l'Afrique fait partie du paysage des activités de l'Institut, et apparaît dans différents champs de recherche, notamment la génétique des populations et l'anthropologie, ou encore au travers de la participation de l'INED aux débats et aux institutions internationales.

Dès le milieu des années 1960, des démographes de l'Insee, de l'INED et de l'ORSTOM, collaborent au sein du « Groupe de démographie africaine (GDA) »,

qui a été particulièrement actif en matière de publications méthodologiques sur l'Afrique. À la fin des années 1980, une structure plus formelle, appuyée par le Ministère des affaires étrangères, prend le relais pour animer la recherche démographique française en Afrique et développer les activités de coopération. Le CEPED (Centre Population et Développement) est créé en 1988, avec le statut d'un GIS (groupe d'intérêt scientifique) associant 5 tutelles (EHESS, l'INED, INSEE, ORSTOM, et Université de Paris VI). Dans les années 2000, l'essentiel des recherches sur l'Afrique à l'INED est mené dans l'unité de recherche « Population et développement » (PopDev). Elle est dissoute en 2008 lorsque le CEPED change de statut juridique et devient une unité mixte de recherche (UMR), associant l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Université Paris Descartes (Paris 5) et l'INED.

Thèmes de recherche

La question de la progression de la transition démographique en Afrique subsaharienne (transition sanitaire et transition de fécondité), et des facteurs susceptibles d'expliquer les écarts avec les autres continents (démarrage plus tardif, progression plus lente, stagnations...) est une ligne qui traverse une grande partie des travaux.

Concernant la mortalité, on est passé de la préoccupation à mesurer des niveaux et des tendances à des problématiques portant sur les ressorts de la transition sanitaire en Afrique : rôle des vaccinations dans le recul de la mortalité des enfants, recrudescence du paludisme dans le ralentissement des progrès contre la mort, inégalités sanitaires, notamment en milieu urbain.

Concernant la fécondité et la nuptialité, différents travaux ont mis en évidence les décalages entre les attentes masculines et féminines en matière de fécondité, ou encore les freins à la pratique contraceptive portés par des arrangements conjugaux peu favorables à l'autonomie conjugale (écarts d'âges élevés entre conjoints, polygamie, mariages arrangés...). Différents projets portent sur

les facteurs qui jouent sur l'évolution des rapports de genre et des formes de conjugalité, en milieu urbain auprès des catégories les plus instruites comme en milieu rural, où des dynamiques de changement propres sont à dégager, comme celle des migrations féminines. Plus largement les projets de recherche actuels concilient des analyses comparatives à large échelle sur des indicateurs classiques et standardisés, issus des grands programmes d'enquêtes et de recensement, avec des travaux plus approfondis qui contextualisent les comportements et autorisent une mise en perspective critique des indicateurs classiques (par exemple la demande contraceptive, la fécondité adolescente...). Un volet particulier porte sur l'essor spectaculaire du célibat au Maghreb et son articulation avec les changements de fécondité.

Parmi les thématiques en développement, on peut signaler : les migrations envisagées dans leur dimension multi-située, (familles transnationales) et réversible (migrations de retour, migrations temporaires) ; la question des solidarités intergénérationnelles et des politiques sociales, notamment dans la prise en charge des personnes âgées ; celle des dynamiques familiales dans la prise en charge des enfants ; les comportements en matière de santé ; la contraception et l'avortement ; les relations intergénérationnelles ; le vieillissement ; l'éducation ; l'environnement.

Parmi les orientations anciennes, aujourd'hui disparues, on peut mentionner l'anthropologie génétique ainsi que les travaux de conjoncture ou de démographie générale.

Une forte spécificité de la recherche démographique sur l'Afrique est l'implantation de suites de suivis de population qui permettent, grâce à une observation longitudinale sur le long terme et l'apport d'une bonne connaissance de la population étudiée, d'examiner dans le détail les évolutions en cours, d'identifier des changements non perceptibles dans les grandes opérations et d'analyser les différentes dimensions des évolutions (ou stabilités) observées. Le premier, l'Observatoire de Niakhar, est créé par l'ORSTOM au Sénégal en 1962, suivi par d'autres, mis en place par l'INED : à Bandafassi et Mlomp au Sénégal

en 1970 et 1985 ; dans le sud-est du Mali en 1988 ; à Ouagadougou (OPO) au Burkina Faso en 2008.

En termes de couverture géographique : les pays francophones, l'Afrique du Nord jusqu'aux années soixante-dix, et surtout d'Afrique de l'Ouest ont été et demeurent largement les plus investis (Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Togo et Cameroun).

État des forces

Les chercheurs relèvent essentiellement de deux tutelles : l'IRD et l'INED, auxquels s'ajoutent quelques universitaires (Universités P7, P1, P5, Nice, Poitiers).

Parmi les démographes qui mènent des travaux sur l'Afrique, à titre principal ou secondaire, on peut compter :

- une quinzaine de titulaires à l'INED, répartis dans les UR DEMOSUD, MOLE, MIM, Démographie, genre et sociétés, Mortalité, santé, épidémiologie.
- 4 titulaires au CEPED « Centre population et développement »
- 3 au LPED « Laboratoire population-environnement-développement »
- 2 à l'URMIS « Migrations et sociétés »
- 1 à l'UMI Résiliences.

Droit

Évolution des thèmes

On voit apparaître une littérature juridique relative à l'Afrique dès les toutes premières années du XX^e siècle. Cette littérature porte bien sûr sur l'analyse des législations coloniales (avec l'apparition de précis de législation coloniale, par exemple le précis de législation et d'économie coloniale d'A. Merignhac, en 1912) mais elle s'intéresse également particulièrement aux problèmes fonciers (avec la confrontation de la législation coloniale sur le domaine et des droits fonciers

coutumiers). D'autres études portent sur des analyses plus ponctuelles du droit coutumier de telle ou telle communauté, notamment en matière de droit de la famille. Ces trois thèmes dominent largement les analyses juridiques effectuées au cours de la période coloniale.

À partir des indépendances, l'analyse des institutions étatiques, des constitutions et du droit public en général devient un thème essentiel avec des auteurs tels F. Gonidec et G.D. Lavroff puis G. Conac et enfin J. du Bois de Gaudusson, à Bordeaux. D'une manière générale les questions de droit public resteront un thème phare jusqu'à nos jours. L'Université de Bordeaux a accueilli des générations de préparandaires africains au concours d'agrégation du CAMES en droit dans le cadre de l'IDESUF. Les institutions judiciaires et le droit de la famille deviennent le champ d'analyse privilégié de P. Lampué. Une théorie juridique des droits africains est développée par M. Alliot puis par Jacques Vanderlinden et une approche globale émerge dans l'encyclopédie juridique de l'Afrique qui paraît en 1982. Le droit foncier revient en force à partir du début des années 1970 (Verdier, puis Le Roy et Rochegude), période au cours de laquelle on voit aussi se développer des études portant sur le droit international. Le droit de la famille et les questions de statut personnel sont également l'objet d'études au cours de cette période. À partir de la toute fin des années 1970 émergent les questions de droit des sociétés et droit des affaires, qui prendront une importance considérable à partir des années 1990 avec les études portant sur le droit OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires). Actuellement on peut constater que les questions de droit public demeurent toujours très étudiées, notamment sous l'angle de l'État de droit (cours constitutionnelles, droits de l'homme, statut du président..). Le droit foncier demeure également un champ d'analyse primordial (sécurisation des droits coutumiers, domaine public et droit des ressources naturelles qui se développe...). Le droit international demeure également un objet d'étude, notamment sous l'angle des organisations infra régionales et des problèmes de paix et de sécurité. Mais ce sont les études rattachées au droit OHADA et au

droit des affaires qui monopolisent désormais une bonne partie des analyses et publications. Le constat est ainsi celui d'une focalisation sur certains domaines - notamment le droit des affaires - et d'un manque d'études sur des questions cruciales telles celles de l'articulation des droits coutumiers avec les dispositifs légaux étatiques. Les analyses de droit comparé notamment entre pays africains francophones et anglophones sont également largement absentes.

Le droit international

Le constat qui s'impose est que l'Afrique n'est plus un objet d'études spécifiques dans les recherches ou diplômes spécialisés en France en droit international. On y verra un effet inévitable de la « mondialisation ». Et l'on notera l'évolution qui s'est produite avec les indépendances. En effet, la question de la décolonisation n'étant pas réglée clairement dans la Charte des Nations Unies (elle admet l'existence de « territoires non autonomes », mais elle proclame aussi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), une longue bataille a été nécessaire pour faire admettre le principe de la décolonisation. Celui-ci est reconnu à partir des années 60 et les pays africains vont utiliser leur entrée dans le monde des États souverains pour faire progresser la notion de nouvel ordre économique international à partir du concept de souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

Cela engendre alors dans les Universités françaises une recherche orientée vers ces problèmes. On citera notamment le Centre d'études des relations internationales de l'Université de Reims ou le Laboratoire des études africaines de l'Université Paris I. On doit au premier une série de publications centrées sur les questions du droit international en relation avec le Tiers Monde et plus particulièrement l'Afrique (10 recueils sous le titre « Les colloques de Reims »). On doit au second une publication aujourd'hui disparue qui s'intitulait « Annuaire du Tiers Monde » et qui était centrée principalement sur le droit international.

L'évolution des relations internationales a épuisé l'intérêt de ces axes de recherche. L'Afrique est composée d'États qui prennent leur part au fonctionnement et à l'évolution du droit international au même titre que les États d'autres

continents. La Société française pour le droit international, intègre des études sur l'Afrique au même titre que celles sur d'autres régions du monde. Il existe une Société africaine pour le droit international, mais elle est indépendante des centres de recherche français, même si elle est fortement marquée par la francophonie.

Laboratoires

Les laboratoires consacrés à l'Afrique sont peu nombreux. On peut citer le LAJP (Laboratoire d'anthropologie juridique) à Paris I, et le CERDRADI Centre d'Études et de Recherches sur les Droits Africains et sur le Développement Institutionnel des pays en développement) à l'Université Montesquieu - Bordeaux IV. Mais il faut noter que le LAJP est seulement l'une des composantes de l'UMR de droits comparés, et que le CERDRADI, qui n'était plus qu'une équipe au sein du GRECAP à l'Université de Bordeaux, ne compte que cinq membres-qui vont intégrer LAM en 2016 (il n'y aura plus de centre à Bordeaux).

Formations

Plus nombreuses, on les trouve dans plusieurs Universités, à Paris et en province. À Paris, les Universités Paris 1 (Master 2 droits africains), Paris 2 (DU Droit international économique en Afrique) et Paris 13 (DU juriste OHADA) dispensent des formations orientées sur l'Afrique.

En région, ce sont surtout les Universités de Bordeaux (Master 2 Dynamiques africaines, option Droit public), de Perpignan (Master 1 et 2 Droit comparé des Etats francophones, DU Gouvernance des collectivités publiques en Afrique) et de Reims (Master 2 Droit public, cadre supérieur d'administration des services publics et du secteur privé en Afrique), qui offrent ce type de formation.

Régions africaines concernées

La littérature juridique africaniste est en France très fortement focalisée sur l'Afrique francophone. Les analyses portant sur des pays anglophones, à titre

principal ou même à titre de comparaison, sont rares. Cela s'explique sans doute par la double barrière de la langue et, dans un contexte de mimétisme normatif et institutionnel, de systèmes juridiques de *common law* dans les Etats africains anglophones très différents des systèmes juridiques francophones et donc difficiles à appréhender. Au sein des pays francophones, l'Afrique de l'Ouest est très largement représentée, puis l'Afrique centrale. L'Afrique du nord est également un champ d'investigation important, notamment dans les thèses. Les études portant sur l'Afrique de l'Est et les grands lacs sont moins nombreuses.

Revue française

On peut citer la *Revue du droit des affaires en Afrique*, la *Revue juridique et Politique des Etats francophones*, la *Revue franco-maghrébine de droit*, le *Recueil Penant*, et enfin l'*Annuaire africain de droit international*. Le CERDRADI publie une revue en ligne, la *Revue Afrilex*.

État des forces

Le constat général est celui d'une forte pénurie en juristes africanistes véritablement spécialisés sur ces questions. Les différents laboratoires et diplômes fonctionnent en général avec peu d'enseignants chercheurs titulaires dédiés aux droits africains. Cette carence est partiellement compensée, en ce qui concerne l'équipe enseignante des diplômes spécialisés par le recours à des professeurs invités originaires du continent, à des enseignants chercheurs non africanistes et à des cabinets d'avocats (notamment ceux spécialisés dans le droit des affaires en Afrique, le droit OHADA et le droit des ressources naturelles). Les chiffres exacts sont toutefois difficiles à obtenir, d'autant que la qualification ou auto qualification de juriste africaniste ne rentre pas dans les catégories habituelles aux juristes. D'autre part au sein des juristes africanistes eux-mêmes, si les juristes spécialisés en droit des affaires /OHADA sont bien représentés ainsi que ceux en droit public, une pénurie commence à apparaître en droit foncier et une carence réelle existe pour toutes les autres branches des droits africains.

Économie

L'éparpillement des compétences

Une enquête approfondie serait nécessaire pour la discipline économique, pour la raison première que les équipes d'économistes qui s'affichent comme spécialistes des économies africaines sont quasi-inexistantes en France. Il est donc nécessaire de pointer un par un les collègues qui se trouvent dans des UMR non spécialisées sur l'Afrique, et qui sont elles-mêmes des montages institutionnels complexes.

L'UMR ART-Dev en est un bon exemple. Cette unité compte des économistes du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère des Affaires étrangères), de l'Université de Montpellier 3, de Perpignan, du CNRS... De même, l'UMR GRED (Gouvernance, Risque, Environnement, développement), a des économistes de l'IRD et d'autres venant de l'Université Paul Valéry Montpellier 3. On peut citer également DIAL (IRD Paris Dauphine).

Si l'on pense au CERDI (Centre d'études et des recherches sur le développement international), sous la double tutelle du CNRS et de l'Université d'Auvergne, il existe une masse critique relativement importante d'économistes apparemment tournés vers l'Afrique, mais il faudrait avoir davantage d'informations sur leurs orientations de recherche. Leurs travaux se sont en effet diversifiés vers d'autres pays et en particulier les pays émergents.

Quelques économistes se trouvent au sein des équipes de l'Université de Bordeaux (GRETA), et Sciences Po Bordeaux (LAM), celles de Sciences Po Toulouse et de l'université, celles de Rennes et Grenoble, sans oublier les équipes d'Ile-de-France en pleine recomposition (comme par exemple le Centre d'études

sur la mondialisation, les conflits, les territoires et les vulnérabilités – CEMOTEV - sur Paris-Saclay)...

Une enquête nécessaire

Personne aujourd'hui ne dispose d'une vision claire sur les « forces » en présence, leurs objets de recherche ou leurs lieux d'exercices.

Ajoutons que les économistes s'intéressant à l'Afrique se définissent souvent plutôt comme économistes du développement, dont les réalités ne concernent pas seulement une aire culturelle déterminée. À rebours, de nombreux économistes considérés comme spécialistes de l'économie internationale s'intéressent actuellement particulièrement à l'Afrique qu'ils considèrent comme le prochain continent émergent.

Une étude détaillée et définissant précisément son objet est donc encore à réaliser.

Géographie

Évolution de la discipline

Les héritages

Après une phase de « géographie coloniale » – où la connaissance fut mise au service de la mise en valeur des territoires dans un cadre impérial – la géographie française sur l'Afrique a été marquée par la « géographie africaniste » : ce courant s'est développé, à partir des années 1960, autour de quelques maîtres que furent Paul Pélissier, Gilles Sautter ou Jean Gallais. Héritière de la géographie tropicale de Pierre Gourou, donc plutôt ruraliste, la géographie africaniste s'en distingue par l'intérêt pour les effets du « développement » sur les sociétés. L'approche « terroir » a constitué sa méthode phare. Dans les années 1970-1980, cette approche est contestée par la « géographie du développement », d'influence

marxiste, qui demeure cependant minoritaire. Le colloque de Ouagadougou de 1978 marque l'apogée de la géographie africaniste en même temps qu'un tournant vers l'époque contemporaine, qui voit l'essor de la géographie africaine et l'apparition de nouveaux thèmes.

Diversification des thèmes, des approches et des échelles depuis les années 1980

La géographie française sur l'Afrique connaît alors une diversification importante. La géographie urbaine y prend une place croissante : étude des réseaux de villes et des formes de l'urbanisation ; des dynamiques des agglomérations (politique urbaines, aménagement, gouvernance) ; des sociétés urbaines (cultures, identités, migrations). Les études de géographie politique se multiplient aussi, s'intéressant aux relations État/territoires, aux conflits, aux enjeux liés aux ressources naturelles, ou encore aux questions religieuses. La géographie rurale renouvelle ses thèmes autour des relations villes campagnes, de l'environnement ou de types d'espaces particuliers (montagnes, grandes vallées), des mobilités pastorales, du foncier, de la sécurité alimentaire. Les outils géomatiques (télédétection, SIG) sont mobilisés par certaines institutions dans des démarches de recherche action, par exemple en matière de gestion des ressources naturelles (CIRAD, IRAM, etc.). La géographie de la santé et celle des mobilités (migrations, transports, échanges) se développent également. Les échelles se diversifient (État, région, sous-région, local).

Les carrières tendent à se construire davantage autour de thématiques que d'ancrages sur des terrains spécifiques, comme le faisait la génération antérieure.

Lieux et évolution institutionnelle

Le paysage institutionnel de la géographie française sur l'Afrique a beaucoup évolué avec l'UMérisation et les réformes de l'IRD, depuis une quinzaine d'années.

Les principaux pôles des années 1960-1990 étaient, à Bordeaux, le

CEGET-CNRS, à Paris, la Sorbonne (Paris 1, autour de G. Sautter), Nanterre (autour de P. Pélissier), l'ORSTOM (centres La Fayette et Bondy), et Rouen (Ledra fondé par Jean Gallais).

La situation actuelle montre toujours une forte polarisation parisienne et bordelaise, et des pôles secondaires recomposés. Les géographes de l'Afrique dans la région parisienne sont dispersés entre les UMR PRODIG, LAVUE (une dizaine de titulaires chacune), CESSMA (6 titulaires), et quelques autres (UMR LATTIS et EA ACP à Paris Est ; UMR LADYSS ; UMR URMIS). Les géographes bordelais se partagent entre les UMR LAM et ADESS (une demi-douzaine de titulaires dans chaque). Des polarités secondaires peuvent être recensées à Montpellier (CIRAD, IRD), à Toulouse (UMR Dynamiques rurales), en Normandie, parfois simplement autour d'un professeur (Aix Marseille, Strasbourg...).

On recense en 2015 environ une cinquantaine de géographes titulaires travaillant sur l'Afrique.

La géographie de la géographie française sur l'Afrique

Les effectifs de chercheurs demeurent importants sur les pays francophones, surtout d'Afrique de l'Ouest ou du centre : Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Burkina, Cameroun, Togo, Madagascar. Quelques pays ont eu un petit nombre de spécialistes (Éthiopie, Cap Vert). On observe une présence continue, significative mais ponctuelle, dans les grands pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda), ainsi qu'un investissement important mais relativement récent (début 1990) en Afrique australe : d'abord en Namibie, puis en Afrique du Sud, récemment (vers 2010) dans les pays voisins (Mozambique, Angola). Les chercheurs travaillant sur les liens entre Afrique sub-saharienne et Afrique du nord (commerciaux, migratoires, etc.) sont peu nombreux mais en nombre croissant.

Les espaces peu étudiés sont le Nigeria, l'Afrique centrale forestière (RDC), la Guinée, ainsi que des pays d'Afrique anglophone occidentale (Liberia, Sierra

Leone, Ghana à un degré moindre) ou Afrique orientale et australe (Malawi, Botswana, Zimbabwe, Zambie).

Formations

Il n'existe pas de master de géographie spécialisé sur l'Afrique, mais l'Afrique occupe une place significative dans les enseignements et les orientations d'un certain nombre de masters portant sur le développement ou les Suds, comme le master de géographie Pays émergents et en développement (Paris 1 Paris 7 AgroParisTech). Le master pluridisciplinaire Dynamiques des Afriques a un parcours en géographie (Université Bordeaux Montaigne).

Revues

Il n'existe pas de revue de géographie spécialisée sur l'Afrique. Certaines revues de géographie publient régulièrement des articles sur l'Afrique, comme les *Annales de géographie*, les *Cahiers d'Outre-Mer*, *EchoGeo*, *L'Espace géographique*, *Cybergéo*, *Mappemonde*. Des géographes contribuent aussi régulièrement à des revues pluridisciplinaires sur l'Afrique (*Politique africaine*, *Afrique contemporaine*, les *Cahiers d'Etudes Africaines*) ou des revues sur le développement faisant une large place à l'Afrique (*Autrepart*).

Enseignement de la géographie dans le secondaire

Au collège, les nouveaux programmes se traduisent par un recul de l'enseignement de la géographie de l'Afrique. Les villes africaines ne sont plus au programme. L'Afrique y est à présent abordée principalement à travers le thème du développement durable. Or, c'est souvent pour illustrer les situations les plus difficiles (crises alimentaires, sécheresse, pénurie d'eau, Pays moins avancés, conflits), ce qui tend à conforter une image négative sans nuance des réalités africaines. Un projet de nouveau programme (septembre 2015) verrait l'Afrique abordée en 4e dans un thème consacré aux espaces transformés par la mondia-

lisation, à travers « Les dynamiques d'un grand ensemble géographique africain (au choix : Afrique de l'Ouest, Afrique Orientale, Afrique australe) ».

Au lycée, l'Afrique est une des entrées du programme de terminale, qui porte sur la mondialisation. Ce continent est abordé à travers son insertion dans la mondialisation, puis à travers une étude du Sahara et de l'Afrique du Sud. On peut considérer ce programme comme satisfaisant.

Histoire

Origine de la spécialité « Afrique » dans la discipline historique

Les historiens occidentaux, accrochés à la primauté des sources écrites ou archéologiques, n'ont longtemps vu d'histoire africaine possible qu'en Égypte antique, considérée par ailleurs comme une civilisation méditerranéenne. Paradoxalement, l'intérêt pour les sociétés africaines vint des acteurs de la colonisation qui avaient le besoin de les administrer, donc de les connaître. Les historiens académiques, quant à eux, ne se préoccupèrent (et en petit nombre) au début que d'histoire de la colonisation, à l'exception de certains travaux précoces, comme ceux de Charles-André Julien sur l'Afrique du nord ou d'Hubert Deschamps (alors administrateur colonial), auteur d'une thèse sur Madagascar soutenue en 1938.

Il fallut attendre les années de la décolonisation pour que les choses changent. Georges Balandier crée en 1957 le Centre d'études africaines (CEAf), mais l'histoire n'en est qu'une discipline minoritaire. Peu après, Henri Brunschwig obtient un poste de DR à l'EPHE en 1961, et deux chaires d'histoire de l'Afrique sont créées à la Sorbonne en 1964, avec Hubert Deschamps pour l'histoire contemporaine et Raymond Mauny pour l'histoire ancienne. Ce sont ces derniers qui fondent en 1965 le CRA (Centre de recherches africaines). Il faut attendre ensuite 1971 pour que l'Université Paris 7 élise Catherine Coquery-

Vidrovitch sur une nouvelle chaire d'histoire africaine et, en 1974, Françoise Raison comme maîtresse de conférences enseignant l'histoire de Madagascar et de l'Océan Indien occidental.

Dans les années 1990, cette spécialité récente se sentit remise en cause, avec le passage à une nouvelle génération d'historiens, la montée en puissance de pôles nord-américains de recherches sur l'Afrique, et la volonté de sortir de « l'africanisme ». Peu nombreux, les spécialistes de l'Afrique étaient de plus divisés en chapelles concurrentes. La fusion dans les années 2000 de petits laboratoires dans des unités plus importantes, pluridisciplinaires et de meilleure visibilité, la création d'un réseau français des études africaines et un renouveau de l'intérêt pour l'Afrique, ses espoirs et ses périls, permet d'observer un nouveau dynamisme.

On peut noter aussi la présence d'une nouvelle histoire coloniale ou impériale, traitant notamment de la construction des savoirs sur l'Afrique en France et en Europe. Néanmoins, les historiens de l'Afrique proprement dite, c'est-à-dire mettant en avant une histoire de l'intérieur, partant des sociétés, restent très minoritaires au regard des autres spécialités, franco ou euro-centrées, et se heurtent, avec leurs collègues des études aréales, à l'exotisme ou aux stéréotypes toujours présents en France.

Évolution des thèmes

L'histoire universitaire de l'Afrique, dès sa fondation dans les années 1960, a été marquée par de nombreux débats problématiques et méthodologiques. Spécialité récente, elle dut en premier lieu affirmer l'historicité du continent africain, vu souvent (et encore trop souvent actuellement...) comme ahistorique et sans dynamiques propres. La primauté de l'écrit dans les méthodes classiques s'accordait mal avec cet espace de culture orale, et les historiens de l'Afrique furent de ceux qui défendirent la validité des sources orales mais aussi de l'archéologie ou des usages des images. Les débats autour de la colonisation, opposant

marxistes et non-marxistes, la recherche sur les résistances à la conquête et sur l'Etat, précolonial et colonial, mirent l'accent sur les systèmes de pouvoir et les organisations sociales. L'histoire de l'Afrique en France eut aussi à s'opposer à une vision « ethnique » des populations, à la rupture faite entre Afrique « noire » et « blanche », et à l'image d'un continent isolé et sans lien avec le reste du monde avant la colonisation. De même, l'inadaptation du quadripartisme (division de l'histoire en quatre grandes périodes) à l'histoire africaine, et le refus d'une périodisation basée sur le fait colonial, amenèrent les historiens de l'Afrique à des études sur la longue durée, transcendant les ruptures issues des dominations européennes. Les années 1970 et 1980 furent marquées par le refus de l'africanisme et la revendication de la banalité de l'Afrique, loin de tout bagage exotique. Le renouvellement des thèmes de recherche s'est accompagné ainsi d'une remise en cause des concepts et des vocabulaires employés, et de l'élargissement de la recherche à de nouveaux objets. On peut noter la montée en puissance des études sur les villes, les frontières et l'espace, les femmes et le genre, et la prise en compte récente des études sur les mouvements sociaux, la santé, l'environnement ou l'alimentation. Le contexte actuel a aussi relancé l'intérêt sur les systèmes religieux et leurs évolutions, les échanges transnationaux, et la place de l'Afrique dans une géopolitique mondialisée. On notera en revanche la faible représentation de l'histoire économique.

État des forces et lieux de la recherche

L'histoire de l'Afrique en France est encore largement sous-représentée, surtout dans les universités. Ainsi, dans l'enseignement supérieur, on compte moins d'une vingtaine d'enseignants-chercheurs et les directeurs de recherche sont peu nombreux. Ils se trouvent essentiellement à Paris, dans les universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Paris 7 Denis Diderot, et à l'EHESS. Aix-Marseille Université (AMU) est le deuxième pôle en France, avec un seul professeur. Les chercheurs sont mieux représentés, grâce notamment à un recrutement plus

important au CNRS et à l'IRD ces dernières années. Ils se répartissent dans un petit nombre de laboratoires. L'IMAf à Paris et à Aix compte le plus grand nombre d'historiens en France ; il est la seule unité à s'intéresser à l'histoire ancienne de l'Afrique. Pour cette dernière, la recherche repose surtout sur un réseau international de chercheurs structuré autour de pôles institutionnels tels que l'IMAf, mais aussi des laboratoires TRACES, ArScAn en archéologie et des Instituts Français de Recherche à l'Étranger présents sur le continent africain (CFEE d'Addis Abeba, CEDEJ et SFDAS de Khartoum, IFRA de Nairobi, IFRA du Nigéria et IFAS de Johannesburg).

Le CESSMA, le PALOC et l'URMIS ont dans leurs rangs quelques historiens de l'Afrique, mais ces unités ne consacrent pas uniquement leurs recherches au continent africain. En régions, le LAM est un pôle important comptant plusieurs historiens, et dans une moindre mesure l'IREMAM à Aix-en-Provence qui compte des historiens de l'Afrique septentrionale. On peut citer enfin des enseignants-chercheurs ou chercheurs isolés à l'INALCO ou à Strasbourg, l'ensemble des collègues pour l'ensemble de la France étant un peu plus d'une quarantaine. La faiblesse des effectifs est proche de celle des autres aires culturelles, et la masse critique des collègues en études aréales est loin d'être atteinte au regard du nombre d'historiens se consacrant à l'Europe ou à la France.

Dans ces quelques dizaines de postes, l'histoire de l'Afrique ancienne est de plus le parent pauvre. Mais elle n'est pas l'apanage des historiens et ne peut plus s'envisager que dans une approche réellement multidisciplinaire, avec toutes les questions que cela pose. Par exemple, l'archéologie et l'histoire partagent certes de nombreuses questions historiques, mais apportent des réponses très différentes et toute la difficulté est précisément de croiser les résultats de l'histoire et de l'archéologie pour écrire l'histoire des sociétés africaines. L'histoire doit donc engager un dialogue constructif avec d'autres disciplines, pour interroger et renouveler une historiographie quelque peu sclérosée, et pour reprendre la main sur un discours concernant le passé ancien de l'Afrique qui, pour l'essentiel,

est désormais généré en-dehors de la discipline historique stricto sensu. Dans l'éventail des disciplines avec lesquelles l'histoire doit entrer en dialogue, figure en premier lieu l'archéologie, comme discipline appliquée à l'Afrique et enseignée dans les universités françaises en licence. Mais cet enseignement est en voie de disparition (la chaire de l'Université Paris I a disparu), ce qui pose des problèmes en termes de renouvellement de l'expertise française dans ce domaine. Et soulève également la question de la participation scientifique de la France dans un débat qui n'est pas sans enjeux : l'archéologie de l'Afrique et l'écriture de l'histoire de l'Afrique ancienne à partir des résultats de cette archéologie ne se fait pratiquement plus en France, mais en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis ou en Australie. Il faut cependant aussi compter avec l'ethno-botanisme, l'anthropologie historique, la linguistique pour pouvoir prétendre travailler sur certaines sociétés sans écriture. Le bilan ne peut donc pas tenir compte seulement des historiens de l'Afrique « ancienne », mais aussi des archéologues et anthropologues.

Héritière de la situation coloniale, l'histoire contemporaine de l'Afrique en France s'intéresse encore majoritairement à l'Afrique francophone. On note cependant un nouvel intérêt pour l'Afrique anglophone, de l'ouest ou de l'est, qui tend progressivement à contrebalancer ce déséquilibre, et l'Afrique lusophone.

Pour l'Afrique ancienne, il faut noter un recul de l'expertise française en Afrique de l'Ouest, longtemps le fleuron de la flotte. Mais les travaux reprennent au Nigéria et au Maroc en lien avec le commerce transsaharien. Parallèlement, les travaux sur l'Afrique orientale, et en particulier sur l'Éthiopie, ont connu un fort développement avec le recrutement ces dernières années de chercheurs au CNRS (4 chercheurs CNRS recrutés depuis 2000).

Enfin, les effectifs restreints des historiens de l'Afrique limitent de fait les offres de formation. Seules les Universités Paris 1, Paris 7 et AMU offrent un parcours à peu près complet en histoire africaine, de la licence au doctorat.

Revue qui comptent dans le domaine

Il n'existe plus actuellement de revue française d'histoire de l'Afrique couvrant l'ensemble des périodes et des terrains, et cela représente un manque criant. La revue *Afrique & Histoire*, prometteuse, n'a publié que sept numéros et a disparu suite au retrait de son éditeur. Les historiens contemporanéistes de l'Afrique en sont réduits à publier dans des revues non centrées sur l'histoire, telles que *Politique africaine*, *Afrique contemporaine*, les *Cahier d'Etudes Africaines* ou encore, dans une moindre mesure, le *Journal des Africanistes*. Les historiens de l'Afrique ancienne peuvent publier dans la revue en ligne *Afriques. Débats, méthodes et terrains d'histoire* ou les *Annales d'Éthiopie* et, en ce qui concerne l'archéologie en lien avec l'histoire, dans la revue *Afrique : Archéologie et arts*.

L'histoire de l'Afrique dans le secondaire

En 2010 une question consacrée aux anciennes civilisations de l'Afrique du VIII^e au XVI^e siècle avait été introduite dans les programmes de la classe de 5^{ème} des collèges. Cette question posa problème à nombre d'enseignants du secondaire qui n'avaient jamais été formés à l'histoire africaine, et certains collègues du supérieur se mobilisèrent pour éclairer cette question sur le plan pédagogique. Elle suscita aussi une polémique révélatrice d'un certain état d'esprit en France selon laquelle Louis XIV, Napoléon et Vercingétorix seraient les victimes des « empires du Sonrhāi et du Monomotapa ». Actuellement, dans les projets de programme élaborés en avril, puis en septembre 2015, cette question a été éliminée sans publicité.

On peut noter aussi que dans les question de l'agrégation d'histoire, l'histoire des Africains n'a pas été mise au programme depuis au moins trente-cinq ans, si l'on excepte en 1992, mais il s'agissait de « l'Europe et l'Afrique », et en 2015, où une question portait sur « les sociétés coloniales », deux points restant eurocentrés.

Linguistique

Évolution institutionnelle

Jacqueline Thomas et Anne Behaghel ont publié en 1980 un petit état des lieux de la linguistique africaniste en France, rappelant que cette dernière est apparue à la fin du XIX^e siècle et qu'à ses débuts, elle était largement un travail d'« amateurs », pas véritablement de linguistes. La situation a évolué en faveur à la fois d'une spécialisation évidente du domaine, du renouvellement des approches théoriques, et une volonté d'inscrire la linguistique africaniste dans des questionnements plus larges. Ce mouvement s'est amorcé surtout après 1945.

État des forces

Le pôle parisien reste le plus important et la linguistique africaniste est devenue plus visible institutionnellement depuis la création en 1994 du LLACAN (Laboratoire Langage Langues et Cultures d'Afrique Noire. UMR 8135 CNRS/INALCO). Ce dernier est devenu un laboratoire de renommée mondiale dans ce domaine, avec 80 langues étudiées, attirant ainsi un grand nombre de chercheurs de l'Europe et de l'Afrique. Il compte actuellement 28 enseignants-chercheurs et chercheurs dont la majorité est constituée de linguistes. L'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) est l'institution historique universitaire comptant le plus de spécialistes de langues d'Afrique avec 18 enseignants-chercheurs. A Paris toujours, la linguistique africaniste est intégrée dans des laboratoires de linguistique générale, tels que Le LACITO (Langues et Civilisations à Tradition Orale, UMR 7107 CNRS/Paris 3, 4 chercheurs) ; le SEDYL (Structures et Dynamiques du langage, UMR135 de l'IRD, 6 chercheurs) ; le LLF (Laboratoire de Linguistique Formelle, UMR7110, 3 chercheurs). Les autres pôles de recherche sont à Lyon avec le DDL (Dynamiques du Langage, UMR5596, 6 linguistes) notamment, ainsi qu'à Orléans avec le LLL (Laboratoire

Ligérien de Linguistique). L'INALCO, Paris 3, l'EPHE, dispensent des cours et offrent des diplômes spécialisés en linguistique africaine. L'enseignement ne suit pas l'augmentation du nombre de linguistes des Afriques recrutés (n'ayant pas été formés pour la plupart en France) et reste un domaine à soutenir davantage.

Évolution des thèmes

Depuis les années 80, on constate une continuité dans les thèmes traités : linguistique descriptive, sociolinguistique, ethnolinguistique, analyse de corpus de littérature orale et autres textes littéraires. Toutefois, ces dernières années ont vu l'arrivée de l'anthropolinguistique, et un nombre croissant de bases de données dans le traitement informatique des corpus, avec des applications dans le domaine de la structure informationnelle. Une thématique a vu le jour, faisant l'objet de plusieurs programmes de recherches (notamment européens) : celle des langues en danger. De plus, on assiste à une extension des langues étudiées. Toutes les langues d'Afrique sont concernées, à l'exception des langues khoisan d'Afrique Australe.

Revue

La linguistique africaniste se publie traditionnellement en France dans des revues africanistes ou linguistiques plus générales. Les revues de référence sont surtout hors de France dans ce domaine. C'est la raison pour laquelle une revue internationale *Linguistique et Langues Africaines* (LLA) a vu le jour au sein du LLACAN, avec la volonté de faire valoir l'expertise française dans ce domaine. Le premier numéro est paru en 2015.

Littérature

Évolution institutionnelle et état des forces

La recherche en littérature africaine est historiquement compartimentée entre les chercheurs travaillant sur les productions euromériques et ceux travaillant sur les textes afrocentrés. Dans le premier cas, on citera le rôle historique important joué par le CIEF à Paris 4 et le CRTF (Centre de Recherches Textes et Francophonies) à Cergy-Pontoise. Dans le second cas, celui du LLACAN ainsi que celui du CELFA (Centre d'Études Linguistiques et Littéraires Francophones) à Bordeaux III, qui a été intégré à l'équipe CLARE (Cultures - Littératures - Arts - Représentations - Esthétiques). Quant au CRTF (U. Cergy-Pontoise), il a rejoint l'unité AGORA (Laboratoire de recherche, civilisation, identités culturelles, textes et francophonies) en 2015. D'autre part, un réseau mixte algéro-français de recherche-formation et de recherche sur la Langue Française et les Expressions Francophones (LaFEF) a été créé en 2011.

Les recherches en littérature africaine sont de plus en plus menées au sein de laboratoires de littérature comparée (tels que le THALIM à Paris 3 ou le CERIEL à Strasbourg ou l'EA3931 à Nanterre), ou de laboratoires pluridisciplinaires (tels que le LAM à Bordeaux), ou menés dans une perspective plurilingue (exemple de l'équipe « Manuscrits du Sud » de l'ITEM à l'ENS-Paris), illustrant ainsi les nouvelles tendances encourageantes dans ce domaine. On assiste ces dernières années à la reconnaissance institutionnelle progressive de la littérature orale comme domaine de recherche relevant aussi de la littérature (et pas seulement de la linguistique ou de l'anthropologie). Preuve en est la création d'un parcours diplômant « Oralité » à l'INALCO. Plusieurs laboratoires envisagent l'étude des productions littéraires en rapport avec les questions sociétales (mémoire, migrations). Sur cet aspect, nous citerons ici le rôle majeur des programmes de recherches des laboratoires CIELAM à Marseille et le centre de recherche Écritures à Metz. Citons également le dynamisme des études théâtrales africaines

au sein du SEFEA, l'équipe de recherche de Sylvie Chalaye à Paris 3 [http://www.afritheatre.com/presentation_sefea.php].

Le problème reste le recrutement avec un grand nombre de départs à la retraite non remplacés, et ce en dépit d'un nombre de thèses croissant dans ce domaine. Plusieurs sociétés savantes existent, très actives (exemple de l'APELA, Association pour l'Étude des Littératures Africaines) et d'importants fonds documentaires spécialisés et rares dans les bibliothèques universitaires (ou la BNF) restent inexploités. Ce fait est important à souligner car le faible nombre de chercheurs en littérature africaine en France (en moyenne 2 ou 3 par laboratoire) ne reflète pas la richesse de nos bibliothèques.

Évolution des thèmes

On constate une attention accrue de la part des jeunes chercheurs à la question du plurilinguisme en littérature. En effet, l'un des points positifs est le décroisement, certes timide mais en bonne voie, des études littéraires afrophones (traditionnellement rattachées aux « études culturelles » en France). Un grand nombre d'études se fait également dorénavant dans une perspective pluridisciplinaire : rapport entre littérature et histoire (notamment la question des archives), littérature et géographie (approches géocritiques), littérature et environnement (écopoétique), littérature et sociologie (l'édition), littérature et anthropologie (migrations), littérature et arts (théâtre). De plus, de nombreux projets de documentation multimédia et autres bases de données ont vu le jour, consacrés à ces littératures africaines. On citera ici les exemples de l'ITEM (et son équipe Manuscrits du Sud à l'ENS) et du projet ELLAF (INALCO/Paris3) « Encyclopédie des Littératures en Langues Africaines » [<http://ellaf.huma-num.fr/>], ainsi que Mukanda [<http://mukanda.univ-lorraine.fr/>], signes d'une volonté de transmettre et faire connaître ou redécouvrir l'importante créativité littéraire sur le continent africain et dans la diaspora. De manière générale, la tendance

est à l'insertion des littératures africaines plurilingues dans des débats théoriques plus larges, dépassant les cadres de la littérature ou de l'Afrique.

Formations

L'enseignement est en évolution constante en littérature africaine et n'est pas concentré uniquement sur Paris. Des formations diplômantes sont proposées à Paris 3, Paris 4, Paris 10, l'Université de Lorraine, Orléans, Strasbourg, Marseille etc. L'INALCO (à Paris) dispense des cours de littérature dans chaque section de langue, ainsi que des enseignements disciplinaires sur les littératures orales et écrites dans les langues africaines. Depuis 2014, un master « Oralité et Anthropologie » est créé.

Revue

Il faut souligner ici le dynamisme de l'édition sur les littératures africaines, notamment avec l'existence de collections dédiées chez les universitaires français (Planète Libre/CNRS Editions, Littératures des Mondes Contemporains série Afriques/Presses Universitaires de Lorraine, Lettres du Sud/Karthala, Francophonies/Honoré Champion, Littératures des Afriques/Presses Universitaires de Bordeaux, Plurial/Université de Rennes). Du côté des revues, les littéraires « africanistes » publient soit dans des revues de poétique et de littérature comparée, soit dans des revues spécialisées telles que *Présence Africaine*, *Itinéraires LTC*, *ELA (Etudes Littéraires Africaines : revue de l'APELA)*, *Continents manuscrits*, *CulturesSud* ; et certaines revues généralistes de référence pour les études africaines comme les *Cahiers d'Etudes Africaines* ou le *Journal des Africanistes*.

Science Politique

Les spécialistes de l'Afrique sont peu nombreux en science politique, discipline elle-même considérée comme rare dans les universités françaises. La demande sociale et politique n'a pourtant jamais été aussi forte pour décrypter les situations complexes des Afriques, et les politistes africanistes sont de fait très sollicités.

Au tournant des années 1970-1980 la constitution d'un sous-champ d'analyse du politique en Afrique s'est fondée sur une distanciation vis-à-vis des approches classiques de la science politique institutionnaliste et de la sociologie hexagonale. Les études du politique en Afrique ont donné lieu à la production d'outils et de concepts qui sont maintenant réappropriés par l'ensemble de la discipline : le « politique par le bas » (Bayart, Toulabor, Coulon) ; les « modes populaires d'action politique » (Bayart), les « objets politiques non identifiés » (Martin). De même, les objets politiques sont très étudiés par l'ensemble des disciplines en Afrique (cf. *infra* le nombre des thèses ayant des termes politiques dans le sujet). Pourtant, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, les spécialistes de l'Afrique, à quelques exception près, demeurent cependant relativement marginaux dans la science politique française. Cela est dû à plusieurs facteurs : de faibles perspectives d'insertion professionnelle des jeunes chercheurs ; les postes fléchés « Afrique » ou pourvus par des africanistes en science politique dans les universités sont extrêmement rares (3 entre 2005 et 2015) ; la politique de soutien aux aires a permis le recrutement d'africanistes au CNRS (5 recrutés en section 40 entre 2005 et 2015 mais dont seulement un issu de la science politique, les 4 autres provenant de l'histoire et anthropologie), les filières de formation sont en réduction, menacées par les restructurations (coupes budgétaires, réformes à répétition ou, plus largement, vision étroitement utilitariste des approches disciplinaires) ; l'accès aux terrains, souvent sensibles, est de plus en plus complexe et restreint par les mesures de précaution des organismes de tutelle.

État des forces et évolution institutionnelle

On compte en 2015 en France 27 politistes travaillant sur l'Afrique subsaharienne : 16 chercheurs (dont 9 CNRS en section 40 ; 4 FNRS et 3 IRD) et 11 enseignants chercheurs (en section 04 du CNU). L'âge médian des EC travaillant sur l'Afrique en Science politique est de 47,4 ans. Le CNRS a recruté 5 spécialistes des Afriques en section 40 entre 2005 et 2015, un seul de ces nouveaux recrutés avait une formation de politiste, les autres provenant de l'histoire (3) et de l'anthropologie (1), ce qui pose l'enjeu de leur investissement dans une discipline nouvelle pour eux. L'âge médian des chercheurs travaillant sur l'Afrique en section 40 au CNRS est de 50,8 ans. De plus, les départs à la retraite prévus imposent la vigilance pour la science politique africaniste (3 départs en 2015, 4 départs dans les 5 prochaines années) donc -30 % des effectifs dans les 5 ans à venir.

Ces dernières années, un mouvement de concentration des différents laboratoires de recherche a renforcé les deux pôles historiques rassemblant l'essentiel des politistes africanistes : Bordeaux et Paris.

Le **pôle aquitain** est constitué des EC/chercheurs appartenant à LAM (13) et à d'autres unités bordelaises (2). *Les Afriques dans le Monde*, (LAM, UMR 5115 CNRS/Sciences Po Bordeaux) est un laboratoire centré sur les Afriques, pluridisciplinaire mais à forte prépondérance politiste (13 politistes sur un total de 30 chercheurs et EC). Mais tous ses membres, quelle que soit leur discipline, convergent vers l'analyse du politique en Afrique contemporaine. D'autres politistes travaillaient sur l'Afrique à l'Université de Bordeaux (1) et au Centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux (1).

Le **pôle parisien** est constitué de EC/chercheurs appartenant à l'IMAf (3) et au CERI (3) avec des EC/chercheurs (5) dans des laboratoires disciplinaires pas spécifiquement sur l'Afrique (ISP/Paris X, LAIOS-IIAC/EHESS, CRPS/Paris 1, PRODIG, CEPED) ; l'*Institut des Mondes Africains* (IMAf) est un laboratoire pluri-

disciplinaire à dominante histoire/anthropologie (3 politistes). Mais nombre de ses historiens du contemporain travaillent sur des objets et problématiques politiques.

Le *Centre d'Études et de Recherches Internationales* (CERI, Sciences Po Paris) n'est pas spécifiquement africaniste, mais plusieurs politistes y travaillent sur l'Afrique.

Évolution des thèmes et liens avec la discipline

La grande majorité des politistes de l'Afrique sont en sociologie politique (22/30 soit 73,3 %) puis en relations internationales (5/30 soit 16,6 %) et les politiques publiques (3/30 soit 10 %). Les politistes travaillant sur les terrains africains ont eu à cœur ces 15 dernières années de banaliser l'Afrique au regard de la discipline. Le résultat est cependant variable. La science politique est construite sur des terrains occidentaux ou du Nord et peine à reconnaître les recherches produites sur les terrains exotiques (très peu de publications dans la RFSP par exemple). Les politistes français qui travaillent sur les Afriques se démarquent de la science politique telle qu'elle s'est historiquement constituée et qu'elle est majoritairement pratiquée, en ayant un ancrage terrain très fort, et en privilégiant les études qualitatives micro. Ce sont eux qui ont inventé le « politique par le bas » et les objets politiques non identifiés dans les années 80 qui sont encore importants aujourd'hui. Cependant, ils ont réinvesti des objets classiques de la science politique, comme les transitions démocratiques, les politiques publiques, la sociologie des mobilisations...

Les objets étudiés ont évolué dans le temps. L'analyse de l'État s'est considérablement renouvelée et développée, mais les institutions, régimes politiques et partis politiques sont des objets délaissés. Les analyses de la citoyenneté, du clientélisme et de la démocratisation ont explosé depuis les années 1990.

La sociologie politique des mobilisations sociales et religieuses s'est développée. Tout comme celle de la violence, des crises et conflits. Les relations internationales sont très marginales. Les analyses des politiques publiques (de la

ville, santé, environnement, etc.) sont montées en puissance dans les sujets de thèse, mais pas dans les recrutements.

Sur les thématiques de l'État, de la démocratisation et de la citoyenneté, du clientélisme, de la guerre et de la violence, des politiques publiques (de la ville, de la santé, de l'environnement, etc.), des discriminations générationnelles ou de genre, de l'invisibilisation des subalternes, des mobilisations collectives et du militantisme, des identités sociales, de l'autochtonie, du nationalisme, etc., et bien d'autres sujets importants de la science politique contemporaine, les études africaines ont apporté ces vingt dernières années des contributions majeures. Certaines notions (politique du ventre, privatisation des États, ethnicité morale, milicianisation des armées et des sociétés), nées sur le continent, ont fécondé l'ensemble des sciences sociales. Par effet de miroir, ces recherches ont sans doute aussi contribué à renouveler le regard porté sur le politique en France et en Europe.

Lieux de la recherche, régions concernées ou absentes

Les terrains étudiés sont extrêmement divers, portant de moins en moins sur l'Afrique francophone mais de plus en plus sur l'Afrique anglophone (Nigeria, Afrique du Sud, Kenya) et lusophone (Angola, Mozambique, Cap Vert, Guinée Bissau).

Certains pays restent peu ou pas couverts en science politique : les Congo, le Gabon, la Centrafrique, la Mauritanie, le Botswana, Malawi...

Formations en science politique sur les Afriques

Il existe peu de formations en science politique sur les Afriques, et elles se trouvent sans surprise entre Bordeaux et Paris.

- Sciences Po Bordeaux : il existe 4 parcours de Master qui proposent des enseignements sur l'Afrique dont 2 consacrés spécifiquement aux études africaines : Politique et développement en Afrique et dans les pays du Sud (PDAPS, parcours mixte recherche/pro), Master interuniversitaire

et interdisciplinaire Dynamiques des Afriques (MIDAF, parcours mixte recherche/pro). Ces parcours représentent 100 étudiants en M1 et 100 étudiants en M2. Ces masters sont appuyés sur le laboratoire LAM, une dizaine d'étudiants poursuivent en thèse chaque année, suivis par les EC/chercheurs de LAM dans l'ED SP2 (Sciences Po Bordeaux/Université de Bordeaux) et ED SSH (UPPA). LAM compte actuellement 47 doctorants en science politique.

- Sciences Po Paris : le Programme Europe-Afrique de premier cycle rassemble 136 étudiants. La Filière Afrique des masters de l'École des affaires internationales compte plus de 200 étudiants inscrits. Les passerelles entre les deux niveaux et vers les filières recherche de l'École doctorale n'existent malheureusement pas encore. Un Dual Degree in African Studies est en cours de création, en partenariat avec Columbia University.
- Université de Paris 1 : elle propose 5 Masters sur la coopération internationale, dont 3 spécifiquement sur l'Afrique, en histoire, droit et science politique. Le Master 2 recherche Science Politique mention Etudes africaines accueille 30 étudiants/an dont une dizaine poursuite généralement en thèse. Il est articulé à une formation en M1 en science politique qui offre une spécialisation africaniste. Il aussi fortement internationalisé avec notamment un Dual Certificate in African Studies délivré conjointement avec Columbia University. Ces masters sont appuyés sur le laboratoire IMAf. Les doctorants en science politique sur l'Afrique sont inscrits dans l'ED 119.

Revues françaises qui comptent

Les revues françaises centrales de la discipline, telles que la *Revue Française de Science Politique* (RFSP) ou *Politix*, ne publient pas ou très peu d'articles sur l'Afrique. A titre d'exemple, ces 20 dernières années (entre 1995 et 2015), la RFSP a publié seulement 8 articles sur l'Afrique subsaharienne. Les lieux

majeurs en France de publication des études de la science politique sur l'Afrique sont *Politique Africaine*, la *Revue internationale de politique comparée* (RIPC), *Afrique contemporaine* et *Critique internationale*.

Sociologie

Origine et évolution des recherches sociologiques sur l'Afrique

La présence de la sociologie dans le domaine des études africaines est marquée par la figure de Georges Balandier. Son parti-pris d'aborder les sociétés africaines dans une démarche dynamique mettant l'accent sur l'hétérogénéité, les crises et les mutations a ouvert des questions proprement sociologiques (le changement social, le conflit, les classes sociales...). Sur le plan institutionnel, outre le rôle éminent qu'il a joué dans la structuration du domaine de recherche (création en 1962 de la Chaire de sociologie africaine à la Sorbonne, fondation en 1957 du *Centre d'Études Africaines* à l'EPHE, en 1967 du Laboratoire d'études sociologiques et géographiques africaines), les positions qu'il a occupées dans les instances académiques de la sociologie (directeur des *Cahiers internationaux de sociologie*, directeur de la collection *Le sociologue* aux PUF, responsabilités à l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française), ont grandement contribué à introduire la recherche africaniste comme un domaine légitime de la sociologie.

Force est pourtant de constater que la visibilité des recherches africanistes dans la discipline n'a cessé de s'affaiblir. Il n'existe aucun centre ni aucune revue de sociologie qui leur soient spécifiquement dédiés et elles sont quasi-absentes dans les grandes revues sociologiques (à l'exception des *Cahiers Internationaux de sociologie*). Deux faits méritent toutefois d'être notés : d'une part, les revues françaises de sociologie accordent une part croissante à des articles sur les descendants des migrants (Maghreb et Afrique sub-saharienne) en Europe ; d'autre part la sociologie africaine est très présente dans l'espace universitaire francophone à travers l'Association Internationale des Sociologues de Langue

Française (colloques « La sociologie francophone en Afrique », Dakar 2007, « Sociétés en mutation dans l'Afrique contemporaine », Brazzaville 2010).

Évolution des thèmes

Les premières recherches menées par des sociologues faisaient une large place aux processus d'ajustement à la modernisation politique (partis, nouvelles élites) et économique (salarial) et à l'urbanisation (citadinité, transformations des rapports de sexe et de parenté en milieu urbain). Dans les années 70-80, certaines d'entre elles s'inscrivant dans la lignée de la socio-économie marxiste, s'intéressent plus spécifiquement à la formation d'un prolétariat en Afrique ou à la mobilisation de la main d'œuvre coloniale.

Les thèmes se sont considérablement diversifiés à partir des années 90 : la santé (pratiques sanitaires et thérapeutiques, accès au soin, bio-médecine et médecines traditionnelles) l'éducation (systèmes éducatifs, mobilités étudiantes), le travail et le salariat, les migrations, les réseaux associatifs et la société civile, la famille (transformations des pratiques matrimoniales, rapports intergénérationnels), le tourisme, les guerres civiles et les génocides, la marginalité sociale et la délinquance juvénile.

Les années récentes ont vu l'émergence de thèmes jusque-là inexplorés : les identités et les rapports sociaux de genre, les politiques et pratiques sportives, les pratiques culturelles et artistiques, les usages des nouvelles technologies....

Les recherches portent principalement sur le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest, avec en nombre plus limité des travaux sur l'Afrique centrale, l'Afrique du Sud et la région des Grands Lacs.

État des forces

Si les thèmes d'investigation relevant classiquement de la sociologie (l'éducation, la famille, les rapports sociaux de production, la stratification sociale, le fait religieux) sont bien présents dans les recherches sur l'Afrique, les

contours de la discipline sont restés flous. Peu de chercheur-e-s se présentent exclusivement ou principalement comme des sociologues, la plupart se disant plutôt socio-anthropologues, et les méthodes sont essentiellement celles de l'enquête ethnographique. Les chercheur-e-s (une vingtaine de statutaires) et les enseignements en sociologie sont dispersés dans plusieurs laboratoires pluridisciplinaires (CEPED, LPED, URMIS, LAIOS, IRIS, IMAf, DySoLa....).

Bibliothèques et centres de documentation

Bilan de l'enquête

Les fonds documentaires spécialisés ou non sur les études africaines se trouvent dans des bibliothèques universitaires dépendantes d'unités mixtes de recherche (BRA, BULAC, Bibliothèque Eric-de-Dampierre du Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative de Nanterre, Bibliothèque du LAM (UMR 5115 CNRS-IEP...), des bibliothèques d'enseignement supérieur et de recherche hors université (Médiathèque du MQB, Bibliothèque de Fels de l'ICP, bibliothèque du LAS, bibliothèques de l'IRD et du CIRAD...), des bibliothèques spécialisées à accès réservé sur fonds privés (Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer, Centre de documentation et d'archives missionnaires à Lyon).

Le « bilan » présenté ici est le résultat d'une recherche sur la place de l'Afrique dans les fonds documentaires basée sur les informations obtenues à partir d'une enquête menée auprès de ces institutions, de leurs sites internet et du Sudoc. L'enquête par questionnaire a donné peu de résultats mais les principales bibliothèques y ont néanmoins répondu⁵. Les réponses obtenues à la question cruciale du budget alloué à la documentation montrent que pour le moment, les budgets restent en général stables mais au dépens des budgets propres des UMR qui compensent les diminutions en ce qui concerne les bibliothèques associées à des unités de recherche⁶. Les acquisitions se poursuivent donc régulièrement. La question des reliures et de la conservation des collections anciennes et patrimoniales reste problématique. La précarité de certains agents,

5. Nous remercions pour leur collaboration Marine Defosse (BULAC), Magali Meunier et Marie-Hélène Durrens (LAM), Michèle Raffutin (BRA), Sophie Assal (LAS), Hanka Hensens (IRD-Montpellier), Frédéric Dubois (Bibliothèque Éric de Dampierre), Serge Volper (Bibliothèque historique du CIRAD).

6. Toutes les bibliothèques contactées n'ont pas répondu au questionnaire, ou pas complètement. Des informations complémentaires ont été recherchées sur le Sudoc et les sites internet des bibliothèques.

le niveau de recrutement sont aussi à souligner et peuvent poser des problèmes dans la gestion des fonds et donc pour leur pérennité.

La plupart des bibliothèques offrent un environnement technologique favorable. Plus de 30 000 titres de périodiques électroniques et bases de données en ligne sont accessibles dans la plupart des bibliothèques où les étudiants peuvent les interroger sur les postes en libre accès et les enseignants et chercheurs depuis leur poste de travail.

Toutes les bibliothèques universitaires comprennent un fonds plus ou moins important sur l'Afrique. Ne seront présentées ici que les bibliothèques universitaires associées à des UMR dont les fonds sont spécialisés sur les études africaines ou des bibliothèques comportant des fonds importants ou particulièrement intéressants pour la recherche sur le continent, comme la BULAC, la médiathèque du Musée du quai Branly ou l'Académie des Sciences.

Plusieurs pôles documentaires se dégagent, plus ou moins spécialisés selon des domaines disciplinaires :

- Paris / Ile-de-France (toutes disciplines)
- Bordeaux (sciences politiques)
- Montpellier (sciences de la vie, environnement)
- Aix-en-Provence (histoire, ethnologie)

Les bibliothèques comportant des fonds sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, présentées dans le livre blanc de ce GIS, ne seront pas reprises ici, même si leurs fonds recoupent en partie le champ des études africaines.

Les bibliothèques des instituts français en Afrique (Nairobi au Kenya ; Ibadan et Zaria au Nigeria, Johannesburg en Afrique du Sud), l'IFAN, Institut fondamental d'Afrique noire à Dakar, les centres IRD, représentent autant de pôles documentaires que de partenaires pour les bibliothèques en France. Leur présentation ne sera pas développée.

Bibliothèques universitaires

Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC)

Constituée de plus d'un million d'ouvrages, elle rassemble des collections documentaires sur les langues et civilisations des aires culturelles de l'Europe balkanique, centrale et orientale, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, de l'Afrique, de l'Asie, de l'Océanie jusqu'aux civilisations amérindiennes. Elle couvre de vastes champs disciplinaires : linguistique, littérature, histoire et autres domaines des sciences sociales et humaines.

Au sein de cet ensemble, le domaine de l'Afrique subsaharienne et du monde berbère constitue un des « grands fonds » de la bibliothèque, regroupant 68 000 ouvrages et 400 revues vivantes. Il est composé de la réunion de trois fonds complémentaires issus de la Bibliothèque interuniversitaire des langues orientales (BIULO), de la bibliothèque du *Centre d'études africaines* (CEAf) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et d'une partie de la bibliothèque du *Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques* (CESSMA) (ex-SEDET, *Sociétés en développement-études transdisciplinaires*) de l'Université Paris Diderot.

Le fonds de la Bibliothèque interuniversitaire des langues orientales (BIULO) est étroitement lié à l'histoire de l'enseignement des langues africaines à l'École des langues orientales : le premier cours de malgache se tient en 1895, les cours d'amharique et de « langues soudanaises » sont ouverts en 1898. Bien qu'absente du noyau historique de la bibliothèque, l'Afrique représente néanmoins près de 5 % des titres à la fin du XIX^e siècle et est déjà pourvue de nombreux dictionnaires, grammaires et récits de voyages.

Avant 1945, l'enrichissement des collections sur le domaine se fait surtout grâce au travail des enseignants et répétiteurs qui se font un devoir d'offrir à l'établissement le résultat de recherches menées sur le terrain, et l'on voudra reconnaître ici l'impulsion de grands africanistes alors titulaires des chaires

d'enseignement linguistique que furent Maurice Delafosse (1909-1926) et Henri Labouret (1926-1945) pour les langues soudanaises, Marcel Cohen pour l'amharique (1911-1950) et Gustave Julien pour le malgache (1914-1936). L'explosion du fonds date véritablement des lendemains de la Seconde Guerre mondiale, grâce à une très forte croissance des acquisitions et des dons.

À partir des années 1970, les collections africaines vont sortir des « généralités » pour constituer un domaine propre. La linguistique, la littérature, l'histoire et la géographie, les sciences sociales sont les quatre points forts du fonds africain.

Le domaine est désormais riche de 42 000 documents et 400 titres de revues vivantes.

La rareté des documents rassemblés (notamment documents tapuscrits ; ouvrages édités sur les presses missionnaires), la diversité des langues et des pays d'édition (plus de la moitié des documents sont publiés dans les langues d'Afrique ou en langues occidentales en provenance de pays africains) contribuent à en faire un fonds d'étude riche et varié pour la communauté des chercheurs africanistes. Quelques manuscrits d'origine africaine sont présents dans les fonds des manuscrits arabes. La bibliothèque conserve des éditions rares des XVIII^e et XIX^e siècles.

Dans cet ensemble, il convient de citer 4 fonds particuliers et précieux :

- le fonds André Basset (1895-1956) : ce don, effectué à la BIULO en 1980, constitue une importante collection sur le domaine berbère. Il est constitué de 1 700 volumes de livres et de 800 tirés-à-part portant notamment sur les différents dialectes berbères, de collections de périodiques (dont certaines sont jugées rares tel le *Fichier périodique de documentation berbère*), d'archives et des manuscrits Charles de Foucauld.
- le fonds Jacques Faublée (1912-2003) : donné à la BIULO en 2003, il englobe 1 500 ouvrages, des cartes et des revues. Le parcours d'eth-

nographe, de muséologue et de linguiste de cet éminent spécialiste de Madagascar le conduit à constituer une précieuse bibliothèque de référence sur le monde malgache, notamment composée de 450 documents édités à Madagascar, dont plus de 300 sont écrits en langue malgache. Ce don vient enrichir les disciplines de l'ethnologie, de l'anthropologie, de la linguistique et des sciences politiques. Cette bibliothèque compte également de nombreux livres sur l'Afrique du Nord, l'Aurès et le monde berbère, ainsi que sur l'Asie du Sud-est et l'Océanie, témoins de son intérêt pour ces autres secteurs d'études et de recherches et reflets de son parcours.

- le fonds Charles et Vincent Monteil : cédé à la BIULO en 2005, il regroupe plus de 500 ouvrages ayant directement trait à l'Afrique. Constituées tant des écrits mêmes de Charles et de Vincent Monteil, que de travaux historiques, ethnographiques et sociologiques sur l'Afrique de l'Ouest, d'ouvrages sur l'islam et ses spécificités en Afrique subsaharienne, leurs bibliothèques recèlent aussi de précieuses grammaires et études sur les langues, datant pour certaines du XIX^e siècle. Ce fonds renferme des archives, non encore classées et inventoriées, dont certaines pièces seront d'un grand intérêt pour les études africanistes.
- le fonds Joseph Tubiana (1919-2006) : donnée en 2012 à la BULAC, cette bibliothèque personnelle constitue un corpus précieux sur le domaine éthiopien, de plus de 700 documents. À côté des ouvrages portant essentiellement sur les langues d'Éthiopie, elle contient notamment un ensemble de 350 livres écrits en amharique (romans, recueils de poésie, écrits religieux, politiques et historiques), de 250 tirés-à-part de grands éthiopiens tels que Enrico Cerulli, Marcel Cohen, Wolf Leslau, Edward Ullendorf, Stefan Strelcyn, Salvatore Tedeschi, et Richard Pankhurst, d'une collection de journaux éthiopiens et deux titres de périodiques (*Éphémérides liturgicae* et le *Bulletin de la Chambre de commerce franco-éthiopienne*). Les collections de la BIULO ont été intégrées à la BULAC en 2010.

Bibliothèque du Centre d'études africaines (ex-CEAF)

La Bibliothèque du *Centre d'études africaines* (CEAf), créée en 1957, est intimement lié à l'histoire du Centre ainsi qu'à celle de l'enseignement africaniste dispensé à partir de la fin des années 1950 à la VI^e section de l'École pratique des hautes études, devenue en 1974 l'École des hautes études en sciences sociales. En 1970, la bibliothèque a intégré le fonds du Centre d'analyse et de recherche documentaires pour l'Afrique noire (CARDAN).

Elle comprenait environ 24 000 documents, tirés-à-part, thèses et mémoires académiques, plus de 500 titres de revues portant sur l'Afrique subsaharienne et les diasporas africaines des Antilles et de l'Amérique du Sud. Elle constituait un des trois fonds africanistes les plus importants en France avec la Bibliothèque interuniversitaire des langues orientales (BIULO) et la bibliothèque de recherche africaine de l'*Institut des mondes africains* (IMAf).

Ces collections, façonnées par les chercheurs, reflètent le contexte de l'africanisme français. Elles se sont constituées autour de différentes disciplines des sciences humaines, l'anthropologie, la sociologie, l'ethnologie, la géographie et l'histoire, dont les enseignements ont commencé à être dispensés au Centre par des figures emblématiques tels Georges Balandier, Paul Mercier, Denise Paulme, Gilles Sauter, et Henri Brunschwig.

Des fonds particuliers ont vu le jour :

- le fonds Brunschwig : composé de 1145 titres dont 228 tirés-à-part sur l'histoire de l'Afrique noire ;
- le fonds Paulme-Schaeffner : composé de 846 titres dont 211 tirés-à-part sur l'art, la musique, la littérature et les traditions orales, la littérature générale liée à l'africanisme ;
- le fonds Ballif sur les Pygmées ;
- un fonds de 214 titres sur le sida en Afrique ;
- un fonds de 91 titres sur la littérature africaine francophone.

Les collections du CEAf ont été déposées à la BULAC en 2011.

Les collections du CESSMA, riches de quelques 3 000 documents, comportent un ensemble unique de thèses et travaux universitaires, n'existant souvent nulle part ailleurs, concernant en particulier l'Afrique et le Maghreb. Ils constituent un apport d'une grande valeur, notamment précieux pour les géographes.

Bibliothèque de Recherches Africaines (BRA) de l'Institut des mondes africains (IMAF) - UMR 8171, Paris

Les fonds de la Bibliothèque de recherches africaines se sont édifiés sur une base pluridisciplinaire, à partir de 1962, à la Sorbonne et se sont enrichies en liaison avec les activités d'enseignements et de recherches menées depuis. Les principales disciplines représentées dans nos collections sont :

- Histoire de l'Afrique, de la préhistoire à l'époque contemporaine ;
- Archéologie ;
- Anthropologie juridique (qui représente autour de 20 % de nos lecteurs) ;
- Sciences politiques ;
- Anthropologie, ethnologie.

Le développement des collections dans des domaines spécifiques est lié aux enseignements et aux recherches menées au sein de l'IMAF :

- Les mondes Swahilis ;
- Histoire de l'Éthiopie (les éthiopiens fréquentent 3 bibliothèques en plus de la BRA : la bibliothèque œcuménique d'études bibliques à l'institut catholique pour son accès aux traductions de textes éthiopiens, la Bulac pour les revues, la BNF pour le département des manuscrits orientaux) ;
- Histoire du Maghreb et des sociétés arabes contemporaines ;
- Études sur le genre ;

- Histoire de la santé, de l'environnement et de l'alimentation.

La BRA peut être désormais considérée comme l'une des plus importantes bibliothèques de recherche d'Europe dans le cadre des disciplines concernées. La spécificité et la richesse de ses collections attirent de nombreux chercheurs tant français qu'étrangers.

Elle détient en effet près de 30 000 ouvrages dont une importante collection d'ouvrages rares et anciens, environ 900 titres de périodiques dont 104 en cours, près de 2 600 travaux d'étudiants (thèses et mémoires), de la littérature grise (colloques inédits, rapports...), de nombreuses cartes et atlas, des fonds d'archives, notamment ceux des professeurs Raymond Mauny, Yves Person (fonds d'archives entièrement traité et consultable à la BRA. L'inventaire et le plan de classement sont diffusés dans CALAMES) et Claude Meillassoux. La Bibliothèque de recherches africaines a bénéficié de donations de la part de professeurs ou d'institutions qui enrichissent ses collections de fonds spéciaux.

- Le fonds Augustin Bernard (Professeur de géographie à l'École des lettres d'Alger, puis professeur de géographie et colonisation de l'Afrique du Nord à la Sorbonne (1920-1935), intégré en 2000. Portant sur la période coloniale au Maghreb, il comprend 2 350 titres d'ouvrages, une centaine de titres de périodiques, des travaux universitaires, des brochures, des cartes et plans, des photographies et cartes postales, ainsi que les archives du professeur Augustin Bernard.

- Le fonds Bonneau concernant l'Algérie, en 2009 (670 titres)

- Le fonds Alain Gresh, journaliste spécialiste du Moyen Orient, en 2010 (environ 400 titres)

Les ouvrages et périodiques sont majoritairement en langue française. Environ 20 % des collections sont en langue étrangère la première langue étrangère représentée est l'anglais, puis le portugais, l'italien, l'espagnol, l'arabe, l'allemand...

La Bibliothèque de recherches africaines (BRA) a mené une entreprise patrimoniale de collecte, de catalogage et d'analyse des archives (documents écrits, sonores, iconographiques et audiovisuels) de plusieurs acteurs importants de la recherche africaniste, des années 1950 aux années 1980 (Fonds Claude Meillassoux, fonds Raymond Mauny, fonds Yves Person, fonds Claude-Hélène Perrot). Le traitement archivistique classique a été combiné à une réflexion sur les modes de partage, de diffusion et de valorisation de ces fonds à des fins de recherche. La BRA s'occupe ainsi de la mise en ligne des instruments de recherche électroniques (inventaires) sur CALAMES. De plus, au travers de différents projets de numérisation, elle s'attache à la mise à disposition de parties spécifiques de ces fonds (carnets et notes de terrains, corpus photographiques, traditions orales collectées), notamment à travers l'édition électronique des cahiers de terrain de l'archéologue Raymond Mauny [<http://mauny.hypotheses.org>]. Ces projets de numérisations ont été renforcés et financés dans le cadre de la participation au projet du Consortium « Archives des ethnologues » de l'Infrastructure de recherche Corpus 2011-2013 en collaboration avec les UMR LESC et LAS.

Avec l'ensemble des bibliothèques de recherches de Paris 1, la BRA va intégrer à l'horizon 2020, le Grand équipement documentaire (GED) du futur Campus Condorcet. Au sein d'un groupe de travail, elle participe au travail de réflexion et d'organisation nécessaire au déménagement des collections et des fonds d'archives, et à leur nouvelle classification au sein du GED.

Bibliothèque d'Art et d'Archéologie du Centre Michelet, Universités de Paris-Sorbonne Paris 1 & 4

Elle comprend un fonds de plus de 100 000 ouvrages en histoire de l'art (V^e-XXI^es.), archéologie (préhistoire, archéologie antique et médiévale) où l'Afrique est bien représentée.

La bibliothèque de musique et musicologie Pierre Aubry a été intégrée au Service Commun en février 2006 et a fusionné avec la bibliothèque d'art et d'archéologie.

Bibliothèque de Géographie - Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, Universités Paris 1, 4 & 7

La bibliothèque de géographie se présente comme une bibliothèque assez atypique, à la fois bibliothèque universitaire et bibliothèque spécialisée. Elle est rattachée à la bibliothèque de la Sorbonne, mais très insérée dans les activités du Centre de géographie et du service de documentation de l'unité mixte de recherche PRODIG 8586 et du Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique - UMR 183 du CNRS.

La bibliothèque a une vocation patrimoniale pour les géographes. Elle conserve les dotations des maîtres de l'école française de géographie qui sont les fondateurs de la bibliothèque, à savoir Paul Vidal de La Blache d'abord, Emmanuel de Martonne, Lucien Gallois.

Les collections de la bibliothèque sont riches de plus de 100 000 ouvrages (dont 3 550 cotés Afrique et environ 4 000 contenant en sujet Afri*), 5 000 atlas, 4 600 titres de périodiques, 350 documents audiovisuels, 450 cédéroms et DVD

La cartothèque offre au public un fonds de 7 000 titres de cartes, ce qui représente plus de 150 000 feuilles dont environ. Ce fonds se compose de cartes françaises et étrangères de différents types : cartes topographiques, géologiques et thématiques ; cartes murales et aéroposters. 15 % de la cartothèque concerne l'Afrique. Les images de télédétection font l'objet d'une politique d'achat régulière des documents publiés, qu'il s'agisse des images satellitaires ou des aéroposters.

La cartothèque de l'UMR PRODIG 8586 (Paris 1, 4 et 7 - AgroParisTech, IRD, EPHE) complète ces collections, en particulier pour les séries étrangères. Elle possède également une collection de 40 000 photographies aériennes. Les

thèmes de recherches de PRODIG portent notamment sur les questions environnementales et de développement. Son association à AgroParisTech et l'IRD, institutions qui disposent également de centres de documentations spécialisés, complètent l'ensemble documentaire. Rappelons que les agents forestiers coloniaux étaient formés à Nancy et Montpellier dont les bibliothèques peuvent fournir à la fois des documents de référence et des sources sur l'exploitation agricole et forestière à l'époque coloniale. Aujourd'hui encore les chercheurs et ingénieurs en agronomie et en foresterie sont toujours formés dans les écoles d'AgroParisTech.

Bibliothèque Eric-de-Dampierre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, UMR 7186, Nanterre

La bibliothèque a été créée, en 1967 par Éric de Dampierre, professeur d'ethnologie de l'Université, directeur du département et fondateur du laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative. C'est l'une des trois plus importantes bibliothèques de recherche dédiée à l'ethnologie et à l'anthropologie sociale en France conçue pour venir en soutien aux programmes scientifiques de la discipline mis en œuvre au sein du laboratoire et pour participer à la formation méthodologique des étudiants du département, puis de la formation doctorale. Située sur le Campus de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, ses collections reflètent le projet comparatif et transculturel du laboratoire. Orientée au départ vers l'acquisition d'éditions en langue originale et des textes fondamentaux, elle s'est ouverte au cours des années aux nouveaux champs de recherche de l'anthropologie et à la pluridisciplinarité. En outre, la bibliothèque s'est enrichie de bibliothèques spécialisées de chercheurs ou d'associations déposées au cours des années (fonds spéciaux). Elle en compte aujourd'hui près de 30.

Bibliothèque de recherche dédiée à l'ethnologie et l'anthropologie sociale, elle comprend environ 35 000 ouvrages, 4 900 tirés-à-part, 2 000 thèses, 500 cartes, 567 collections de périodiques dont 120 vivants, Les ouvrages issus du

fonds général portant sur l'Afrique sont au nombre de 3 000 environ auxquels s'ajoutent 4 400 ouvrages présents dans les bibliothèques personnelles déposées par des chercheurs africanistes (Fonds Annie et Jean-Paul Lebeuf, Claude Tardits, Jacqueline Roumeguère-Eberhardt, Raymond Lecoq, Solange de Ganay, Centre de recherches anthropologiques/Monique Gessain, Geneviève Calame-Griaule, Guy Le Moal). Deux nouvelles bibliothèques intégreront nos fonds : Daniel Barreteau et Henri Raulin.

La bibliothèque conserve et donne accès à des fonds d'archives scientifiques, principalement produites par des ethnologues entre les années 1930 et 1990. Elle est dépositaire de 36 fonds d'archives dont 23 fonds africanistes : Archives de la Société des Africanistes, les Fonds Dakar-Djibouti, Mission Sociologique du Haut Oubangui, Henri Collomb, Nicole Echard, Marie-Paule Ferry, Solange de Ganay, Marcel Griaule, Annie et Jean-Paul Lebeuf, Raymond Lecoq, Louis Molet, Denise Paulme, Anne Retel-Laurentin, André Schaeffner, Claude Tardits, Gaston-Louis Roux, Albert Kientz, Gaetano Speranza. Sont en cours ou en attente de traitement les fonds Geneviève Calame-Griaule, Monique Gessain, Daniel Barreteau et Eliane Sorin Barreteau, Guy Le Moal, Henri Raulin et Joseph Tubiana.

La réunion dans un même lieu des documents d'archives et des publications qui en sont issues permet une approche différente et complémentaire de l'ethnologie et de son histoire. Cette réflexion sur les problèmes méthodologiques spécifiques du traitement de la documentation ethnologique, puis des archives de chercheur, et principalement des matériaux de terrain des ethnologues, a été engagée très tôt et se poursuit au travers de rencontres, réunions, colloques.

Bibliothèque de l'UMR 5115, Les Afriques dans le monde (LAM), Bordeaux

La bibliothèque de LAM (*Les Afriques dans le monde*) constitue avec la bibliothèque du Centre Emile Durkheim, la Bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux. Son fonds documentaire est spécialisé dans les domaines des

sciences politiques, administratives et juridiques, de la sociologie, de l'économie, de l'histoire contemporaine et des relations internationales de l'Afrique subsaharienne. Il est particulièrement développé dans les aires linguistiques anglophones et lusophones et comprend 30 942 ouvrages (au 1^{er} janvier 2015) avec un nombre moyen de 600 ouvrages achetés par an, 868 titres de périodiques dont 103 vivants (32 en ligne). À noter, 3 350 documents sont des « Unicas » c'est-à-dire des ouvrages que le fonds documentaire de LAM est le seul à posséder en France (environ 13 % des ouvrages du fonds). La bibliothèque recense 608 thèses papiers et 953 mémoires. Depuis 2012, les thèses ne sont plus déposées dans le fonds documentaire de LAM. Les mémoires quant à eux sont numérisés par la bibliothèque de Sciences Po pour tout l'établissement depuis 2006. Il s'agit pour la plupart d'ouvrages en langues étrangères. A ce titre, de nombreux lecteurs étrangers, universitaires pour la plupart, mais également journalistes, militaires, diplomates, etc. viennent consulter ce fonds le plus important en France, à l'heure actuelle, en matière d'analyse politique sur l'Afrique.

Le budget de la bibliothèque est abondé grâce à une importante dotation de l'IEP à laquelle s'ajoutent des crédits sur fonds propres du laboratoire et des prélèvements sur les contrats de recherche chaque fois que cela est possible.

Le maintien à niveau, aux plans qualitatif et quantitatif du fonds documentaire, a constamment été une priorité de LAM en particulier en ce qui concerne les productions en langue anglaise et portugaise, une part croissante des recherches sur l'Afrique se faisant désormais dans ces deux langues. En revanche, le nombre de titres de périodiques vivants (version papier et/ou numérique) est en constante diminution depuis quelques années, car les acquisitions se font à budget constant et les éditeurs pratiquent chaque année une augmentation substantielle de leurs tarifs. Mais le fonds documentaire de LAM bénéficiant de l'accès aux abonnements numériques contractés par le CNRS et par la bibliothèque de L'IEP, dont certains dans le cadre de la mutualisation avec les bibliothèques des Universités de Bordeaux, l'offre aux chercheurs, enseignants-chercheurs et

doctorants demeure substantielle. Ils peuvent ainsi accéder entre autres ressources à EUROPRESSE (quotidiens, dépêches, hebdomadaires africains...), le portail BIBLIOSHS du CNRS permettant l'accès à diverses plates-formes et bases de données (CAIRN, SAGE, JSTOR, MUSE, ELSEVIER...).

Médiathèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH), Aix-en-Provence

La Médiathèque est un centre de ressource spécialisé sur les études méditerranéennes. Mais sur les 10 UMR associées à la MMSH, trois travaillent plus particulièrement sur l'Afrique : l'UMR 7269 - Laboratoire méditerranéen de Préhistoire Europe Afrique, l'UMR 7299 - Centre Camille Jullian. Histoire et archéologie de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord de la Protohistoire à la fin de l'Antiquité, l'UMR 8171 - Institut des mondes africains dont le champ d'étude recoupe celui de l'UMR UMR 7310 - Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman.

La Médiathèque rassemble une documentation de haut niveau en sciences humaines et sociales sur les pays de la Méditerranée, de civilisation occidentale et arabo-musulmane, et sur l'Afrique sub-saharienne. Elle regroupe une bibliothèque (Bibliothèque méditerranéenne et département des études arabes), une iconothèque et une phonothèque. Ces ressources documentaires (Imprimé, image et son) sont composées d'ouvrages, de mémoires, de dossiers documentaires, de littérature grise, d'archives scientifiques et d'un nombre important de périodiques. La présence à Aix-en-Provence du centre des archives nationales d'outre-mer renforce le pôle documentaire disponible pour les chercheurs et étudiants.

L'essentiel des documents de la MMSH provient des fonds constitués par les laboratoires, dont notamment les fonds de l'IMAF-Aix (ancien Institut d'études africaines qui a fusionné avec le MALD et le SPAN en 2000) et le département d'anthropologie. Elle comprend 130 000 ouvrages dont 40 000 en arabe avec

un nombre important de fonds spécialisés et d'archives de chercheurs : André Raymond, B. Etienne, Marc Michel, Arsène Roux, Yves Porter, Jean Revault, Lucien Golvin, Joseph Desparmet, Jean Dejeux, G. Duby, Michel Vovelle.

La phonothèque, créée en 1979, est riche de plus de 5 000 heures d'enregistrement, fonds constitué par les dépôts de chercheurs qui travaillent à partir de l'enquête orale. Elle est associée à la Bibliothèque nationale de France depuis 1999. Périodiques : 4 369 titres dont 789 en langue arabe, 620 revues vivantes dont 201 abonnements, 141 services gratuits et 17 quotidiens vivants.

Bibliothèques d'enseignement supérieur et de recherche hors université

Médiathèque du Musée du quai Branly, Paris

La Médiathèque du Musée du quai Branly est née de la scission de la bibliothèque du Musée de l'homme dont elle a récupéré une grande partie des fonds spécialisés en anthropologie, ethnologie, histoire et histoire de l'art extra-européen (Afrique, Océanie, Asie et Amériques) laissant à la bibliothèque du Musée de l'Homme en réhabilitation depuis 2009 les collections de préhistoire et de paléographie⁷. La médiathèque du musée du quai Branly propose à la consultation un fonds de plus de 300 000 documents (monographies, périodiques, fonds audiovisuels) dont 25 000 en libre accès. Le catalogue de la médiathèque comprend 16 300 occurrences sur le mot clé Afrique et 4475 réponses pour les archives. La médiathèque comprend également un fonds iconographique de plus de 700 000 documents et un fonds de documentation et d'archives autour des objets du musée et des chercheurs, fonds également récupérés du Musée de

7. Celle-ci a rouvert en 2009. Elle vient de récupérer le fonds de la bibliothèque d'ethnobiologie située au Muséum national d'histoire naturelle. Le Musée de l'homme réhabilité devrait rouvrir à l'automne 2015 et retrouver sa place et son rôle dans l'enseignement et la recherche indissociable d'un équipement documentaire.

l'homme. Elle conserve également des documents patrimoniaux : photographies, archives, documentation des collections.

Les fonds d'archives du musée du quai Branly rassemblent des dossiers de collection, des archives institutionnelles et privées, provenant du Musée de l'Homme, du Musée National des Arts d'Afrique et d'Océanie et d'acquisitions diverses. À signaler le fonds Thérèse Rivière (1901-1970), le fonds Noël Ballif (1922-1993) qui a dirigé en 1946 la Mission Ogoué-Congo, le fonds Jacques Faublée (1912-2003) sur les Aurès (Algérie) et Madagascar, le fonds d'archives publiques du Musée de la France d'outre-mer (1931-1960). Mais une grande partie des archives du Musée de l'homme ont été transférées au MNHN et sont conservées aux Archives nationales. La création du MQB et de sa médiathèque a eu pour conséquence l'éclatement de la bibliothèque du Musée de l'homme et se poursuit aujourd'hui avec la restructuration de certains fonds des laboratoires du MNHN.

Bibliothèque centrale du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), Paris

Mentionner la bibliothèque centrale du Muséum comme un centre important de documentation n'est pas anecdotique quand on sait que ses collections reflètent les activités des scientifiques du Muséum, tout en les situant dans le mouvement de découverte du monde et d'acquisition des connaissances par les voyages et les explorations qui représentent autant de sources pour les historiens travaillant sur l'Afrique. Livres, estampes, cartes, manuscrits, archives, photographies, dessins, peintures, sculptures, instruments scientifiques et objets de collection voisinent désormais avec la documentation en ligne et les œuvres numérisées. L'Établissement possède notamment la plupart des grands récits de voyages accompagnés de leurs atlas, de nombreuses revues éditées au XIX^e siècle intéressant la période de préparation puis de mise en valeur de la domination coloniale, et bien sûr une documentation exhaustive sur son histoire.

Bibliothèque de Fels de l'Institut catholique de Paris

Fondée en 1875, la bibliothèque universitaire de Fels reflète les disciplines enseignées à l'Institut Catholique de Paris : littérature, histoire et géographie, sciences sociales, philosophie et un fonds très important en sciences religieuses. La bibliothèque possède des fonds anciens et patrimoniaux importants et très divers : tablettes cunéiformes, imprimés et manuscrits, photographies anciennes, cartes, ainsi que des bibliothèques d'écrivains ou de savants. Elle comprend 600 000 volumes, 6 000 titres de périodiques dont 600 abonnements en cours. Les fonds de cette bibliothèque sont particulièrement intéressants pour l'histoire des religions, des missions africaines, de l'Éthiopie.

Bibliothèque Claude Lévi-Strauss du Laboratoire d'Anthropologie Sociale (LAS), Collège de France, Paris

La bibliothèque Claude Lévi-Strauss est une bibliothèque de recherche spécialisée en ethnologie et en anthropologie sociale. Elle a été créée en 1960 par Claude Lévi-Strauss, ethnologue français et professeur au Collège de France (chaire Anthropologie sociale 1959-1982) et elle porte son nom depuis 2010. De 1982 à 1998, Françoise Héritier (chaire Etudes comparées des sociétés africaines). Jusqu'en décembre 2013, elle était sous la direction de Philippe Descola (professeur au Collège de France depuis 2000, chaire Anthropologie de la Nature).

La bibliothèque Claude Lévi-Strauss est la seule dépositaire en Europe d'un exemplaire papier des *Human Relation Area Files*, créé par Georges Murdock en 1948 à Yale (USA). Cette énorme base de données - elle réunit plus de 5 000 sources (monographies, articles, rapports) sur plus de 300 sociétés - permet de faire des recherches comparatives grâce à un double codage géographique et thématique. 737 références portent sur l'Afrique noire et 188 sur le Maghreb, soit en tout 925 (environ 20 % des sources).

L'histoire de cette bibliothèque est indissociable de l'histoire du laboratoire d'anthropologie sociale et la constitution de ses fonds est étroitement liée aux thèmes de recherche des différentes équipes du laboratoire qui se sont succédé au cours de toutes ces années. Les chercheurs du laboratoire travaillant sur l'Afrique ont été présents depuis sa création. Aujourd'hui sur 31 chercheurs, 5 travaillent en Afrique noire et 4 sur le Maghreb.

L'Afrique est la 2^e région du monde la mieux représentée (après le continent américain) dans la Bibliothèque avec 2 725 ouvrages sur près de 20 500 livres du fonds général qui couvre l'ensemble des champs de l'anthropologie ainsi que les domaines connexes (sociologie, histoire, préhistoire et archéologie, linguistique, psychologie et psychanalyse, traditions populaires et littérature orale). Les fonds spécifiques sont composés des archives et bibliothèques personnelles de chercheurs, dont 4 étaient africanistes, et représentent plus de 13 % de l'ensemble. La bibliothèque comprend également 22 fonds d'archives, dont 8 sont des fonds provenant d'ethnologues africanistes. Cette section des archives a pour objectif aujourd'hui de réunir des archives d'ethnologues comme Michel Izard, Françoise Héritier ou Charles-Henry Pradelles de Latour.

Bibliothèques de l'IRD

L'Institut de Recherche pour le Développement a rassemblé depuis sa création une information scientifique régulièrement enrichie sur les pays du Sud, les enjeux liés au développement et au milieu tropical. Le fonds documentaire IRD (FDI) rassemble toutes les publications des scientifiques de l'IRD depuis les années 1945, date de début de la création de l'institut. Alimenté par le dépôt des documents par les chercheurs et par la veille réalisée par le secteur documentation, ce fonds documentaire, en grande partie numérisé et consultable en ligne dans la base Horizon / Pleins Textes, qui garantit la mémoire scientifique de l'IRD.

Le FDI dispose de plus de 88 000 publications scientifiques IRD, dont plus de 62 000 numérisées et accessibles via internet et un Fonds d'acquisitions de 53 300 documents depuis 1952.

Les thématiques concernées portent sur différents champs disciplinaires : climatologie, paléoclimatologie (Sciences de la terre) ; écologie des sols, pédologie (Sciences du sol) ; écologie/environnement des milieux continentaux terrestres et aquatiques ; sciences sociales (géographie, économie du développement, démographie, sociologie et de plus en plus archéologie et histoire)

L'IRD comprend plusieurs centres de documentation :

- en France métropolitaine : Bondy, Montpellier (centre IRD) ;
- en Afrique : Abidjan, Dakar, Niamey, Ouagadougou, Tunis.

Création et évolution des centres de documentation à Montpellier :

- IRD France Sud : bibliothèque créée en 1986, fortement diminuée en 2011.
- Maison de l'Eau : bibliothèque créée en 2000 par la fusion de plusieurs fonds sur l'Eau.

Description du Fonds sur l'Afrique, sa spécificité :

- IRD France Sud : multidisciplinaire (sciences de la plante, santé humaine, pédologie, sciences humaines et sociales, biologie, statistiques) ; tous types de documents (littérature grise, ouvrages, diplômes, colloques,...).
- Maison de l'Eau : Sciences de l'Eau (Climatologie, Hydrologie Continentale, Hydraulique, Qualité de l'Eau, relation Sol/Eau,...) ; tous types de documents (littérature grise, ouvrages, diplômes, colloques,...).

La place de l'Afrique par rapport à l'ensemble des fonds est bien représentée :

- IRD France Sud : 17 094 documents sur 36 198 (47 %).
- Maison de l'Eau : 4 603 documents sur 9 801 (47 %).

- En ligne : 25 774 documents sur 61 093 (42 %)
- Périodiques : 54 revues ont Afrique ou africain* dans le titre sur les 24 500 environ accessibles à l'IRD (papier + en ligne).

Présence d'archives : documents anciens compris dans les fonds décrits ci-dessus.

Les Bibliothèques du CIRAD

Le CIRAD dispose de quatre bibliothèques ouvertes au public à Montpellier, en Ile-de-France et à la Réunion. Leurs fonds documentaires sont spécialisés en agronomie tropicale et sciences connexes.

La Bibliothèque de Lavalette (Montpellier) comprend 80 000 documents sur l'agronomie des régions tropicales, subtropicales et méditerranéennes. Celle de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez réunit 65 000 documents sur la foresterie, les productions animales, la médecine vétérinaire et l'agro-sylvopastoralisme des régions tropicales, subtropicales et méditerranéennes. La Bibliothèque historique de Nogent-sur-Marne dispose de 3 000 documents relatifs à l'histoire de la mise en valeur des régions intertropicales et méditerranéennes de la fin du XIX^e siècle à la fin des années 1950. Enfin, le Centre de ressources documentaires de Saint-Pierre à la Réunion regroupe 3 500 documents dans le domaine de la protection des plantes. Cet ensemble documentaire représente une source d'informations très riches pour les recherches sur les relations sociétés / environnement qui intéressent anthropologues, géographes, historiens, socio-économistes, juristes... La Bibliothèque historique de Nogent-sur-Marne reste méconnue des chercheurs, particulièrement des historiens travaillant sur la période coloniale dans les domaines suivants : administration, bois et forêts, connaissances du milieu, économie, élevage, enseignement, histoire, recherche agronomique, techniques agricoles.

À noter, sur le site du « jardin tropical » de Nogent, l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) - Paris1 dispose dans ses locaux d'un Centre de documentation / En dépit de la « petite dimension » de l'institut, ce centre possède un fonds documentaire - Ouvrages généraux et spécialisés, revues, journaux, CD- Rom (bases de données, archivages d'articles de revues spécialisée...), thèses, rapports, documents de recherche, ..., qui, sans prétendre à l'exhaustivité, est intéressant en matière de sciences économiques et sociales sur les questions en relation avec le développement et les sciences et techniques des métiers qui en relèvent. Ce fonds ayant été constitué pour l'essentiel en relation avec les enseignants et intervenants des différentes filières mais aussi avec des chercheurs rattachés à l'établissement.

Bibliothèque de la Fondation Maison des sciences de l'homme, Paris

Créée en 1970 à l'initiative de Fernand Braudel par Clemens Heller, la bibliothèque de la Fondation Maison des sciences de l'homme est un lieu de recherche spécialisé en sciences humaines et sociales à vocation internationale, axé sur l'inter- et la pluridisciplinarité⁸. La bibliothèque de la Fondation Maison des sciences de l'homme est l'initiatrice et l'animatrice du réseau local Babylone qui a intégré les catalogues de quatre bibliothèques et centres de documentation de l'EHESS : le Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron, le Centre d'anthropologie religieuse européenne, le Laboratoire de démographie et d'histoire sociale, la bibliothèque du Groupe d'anthropologie historique de l'Occident médiéval.

Le fonds, multilingue et multisupport, comprend environ 4 000 entrées répondant à la recherche « afri* ».

8. Localisée au 54 boulevard Raspail à Paris, elle a temporairement déménagé avec la Fondation en janvier 2011 au 190 avenue de France dans le 13^e arrt de Paris, tout près de la Bibliothèque nationale de France.

Bibliothèque de la Fondation nationale des sciences politiques

Avec son fonds de près d'un million de documents et son vaste éventail de ressources numériques, la bibliothèque de Sciences Po est reconnue comme une référence dans le domaine des sciences sociales en Europe. La bibliothèque met à leur disposition un fonds exceptionnel de plus de 950 000 documents dans le domaine des sciences sociales, 60 % de documents en langues étrangères et 31 500 entrées répondant à la recherche « afri* » ce qui fait de cette bibliothèque un centre documentation important pour les études africaines. Elle dispose notamment d'importantes ressources numériques.

Bibliothèques spécialisées à accès réservé sur fonds privés

Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer, Paris

L'Académie dépend du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle possède près de 75 000 ouvrages, 2000 périodiques dont 300 vivants, un millier de manuscrits et environ 10 000 brochures et tirés à part. Elle est devenue, depuis le départ vers Aix-en-Provence des Archives d'outre-mer, le principal pôle de référence en région parisienne pour l'outre-mer français passé et actuel ; ses collections sur l'Afrique, Madagascar, l'Indochine et le Pacifique sont particulièrement riches.

La bibliothèque est alimentée essentiellement par les achats importants de livres effectués grâce aux subventions de l'Administration, ainsi que par les services de presse et par des dons et legs plus ou moins conséquents. Ajoutons que par la revue *Mondes et Cultures*, les échanges entre les bibliothèques et les institutions analogues ont été très fortement développés. C'est une source d'information précieuse pour tous ceux qui s'intéressent à l'outre-mer français. Notons que la documentation ne se limite plus aux pays francophones, mais s'étend de plus en plus aux pays du Sud.

Centre de documentation et d'archives missionnaires, Lyon

Le centre dépend des œuvres pontificales missionnaires (France). Il possède un fonds consultable d'archives comprenant des correspondances (1822-1922), des lettres en provenance des Missions d'Asie, d'Amérique, d'Afrique, d'Océanie et d'Europe (1822-1922), des registres des procès-verbaux, des conseils, de la répartition des dons et de la comptabilité ; les Périodiques des Missions, *Annales de la propagation de la foi* 1822-1999, *Missions catholiques* (1868-1964) y sont consultables (comme à l'ICP). Elle comprend aussi une photothèque du 19^{ème} siècle.

Le fonds documentaires comprend près de 12 000 ouvrages, 900 revues dont 300 en activité, 400 mémoires et thèses, 4 500 brochures. Les domaines concernés sont l'ethnologie, l'art, les femmes, l'histoire des missions, les problèmes culturels, de développement, la religion, la théologie.

La bibliothèque dispose également d'un fonds d'archives de l'Œuvre de la Propagation de la Foi de 1822 (date de la création de l'œuvre) à 1922 (date du transfert de la direction de l'œuvre à Rome). Ensuite un nouveau fonds est constitué consultable jusqu'en 1939.

L'Afrique dans les thèses et les revues

Constitution et analyse de bases de données sur les thèses et les articles traitant de l'Afrique dans les revues SHS

Le GIS Etudes Africaines a entrepris un travail collectif visant à produire des connaissances plus fines sur l'évolution et l'état actuel des études africaines en exploitant deux sources d'information pertinentes : les thèses et les articles.

Ce travail a été mené par une équipe de chercheur-es du GIS : P. Boilley et J. Streiff-Fénart (coord.), Marie-Pierre Ballarin, Marie Lesclingand, Fabienne Samson, Ingrid Tiomo (stagiaire), avec l'appui technique du Département Système d'information documentaire (SIDOC), du Service Commun de Documentation de l'Université Nice Sophia Antipolis (Étienne Cavalié, Géraldine Geoffroy, Cécile Pierre, Mathieu Saby) et la collaboration de la BU Saint-Jean d'Angély de l'UNS (Emmanuelle Beauville, Michel Lorenzo, Dounia Therond).

Trois bases de données ont été créées et analysées : AFRITHESES (thèses sur l'Afrique, soutenues de 1960 à 2013), AFRIREV1 et AFRIREV2 (articles sur l'Afrique parus dans une sélection de revues francophones entre 1960 et 2013) dont on trouvera en annexe le détail des procédures de constitution.

Les techniques d'extraction automatique utilisées pour leur constitution n'étant pas infaillibles, ces bases comportent inévitablement des lacunes, ainsi que des résultats non pertinents, que nous nous sommes employés à éliminer dans la mesure du possible. Nous mentionnons au cours du texte par des mentions *N.B.* en italique les biais éventuels et les précautions qu'ils impliquent dans l'interprétation des tableaux et des graphiques.

L'Afrique dans les thèses⁹

Une forte augmentation dans les années quatre-vingts

Très peu nombreuses jusqu'aux années soixante (environ 10 par an en moyenne), les thèses sur l'Afrique connaissent une augmentation sensible dès le milieu de la décennie jusqu'à atteindre la centaine par an dans les années soixante-dix. Mais c'est véritablement au cours des années quatre-vingts que se produit un décollage assez spectaculaire avec un pic durant la période 1985-89 (2 563 thèses soutenues en 5 ans). Depuis les années quatre-vingt-dix, le nombre de thèses soutenues se maintient globalement autour de 400 par an (figure 1). Cette évolution est conforme à la tendance générale observée sur les thèses en sciences humaines et sociales soutenues dans les universités françaises (source : base documentaire Ac'Adoc, MESR). Elle est toutefois plus prononcée pour les thèses sur l'Afrique, leur nombre étant multiplié par 26 entre 1960 et 1984. On peut faire l'hypothèse que, du fait d'une probable sur-représentation des doctorant-e-s africain-e-s au cours de cette période, les thèses sur l'Afrique connaissent des pics évolutifs spécifiques liés aux financements des études à l'étranger par les pays de départ et aux politiques d'accueil des étudiants étrangers en France. On peut penser aussi que la stabilisation institutionnelle progressive des organismes spécialisés dans les études africaines (laboratoires, enseignement, revues) a attiré de plus en plus d'étudiants des universités françaises vers ce domaine d'étude.

9. Tous les tableaux et graphiques présentés sont issues d'analyses tirées de la base AFRITHESES (N = 15546), 2015, GIS Etudes africaines. Les modalités de constitution de la base sont présentées annexe.

Figure 1. Évolution des effectifs de thèses depuis 1930 (par périodes quinquennales)

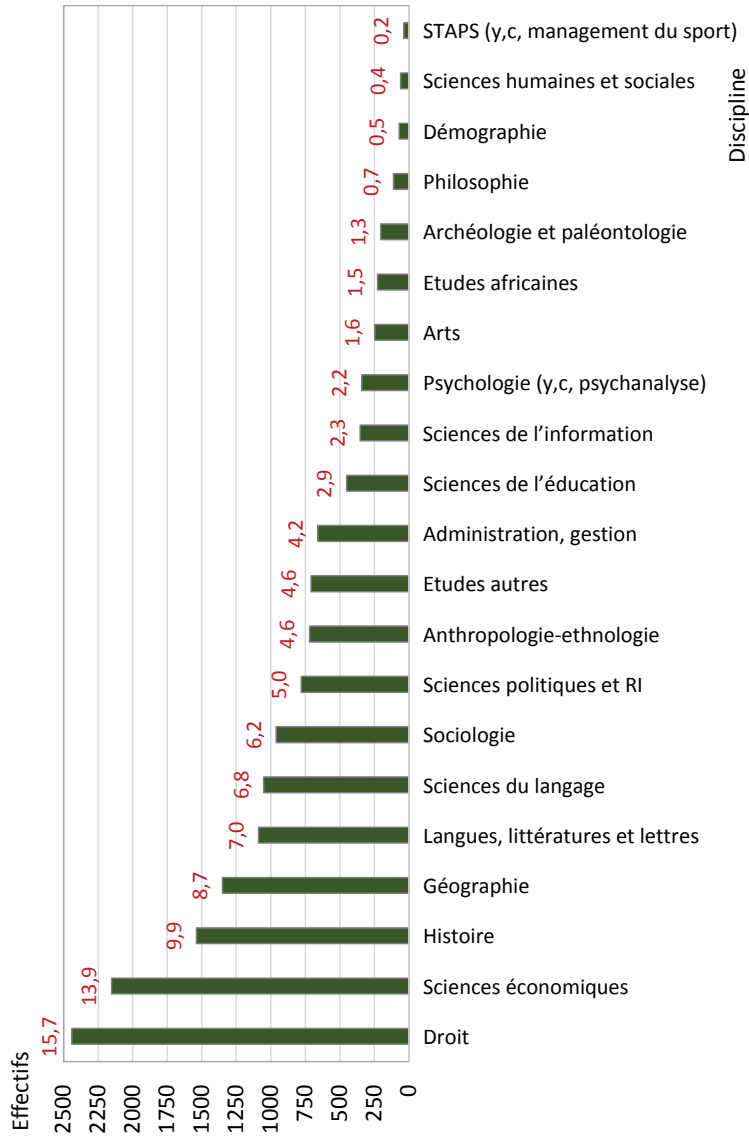


Des disparités importantes selon les disciplines

Les deux disciplines les plus présentes de loin dans les études africaines sont le Droit et la science économique (16 et 14 % des disciplines). L'histoire (10 %), la géographie (8 %), les langues, lettres et littérature et les sciences du langage (7 %), la sociologie (5,5 %), la science politique (5 %) sont également bien représentées, l'anthropologie-ethnologie ne figurant que derrière avec 4,5 % à égalité avec la gestion. La philosophie est quasi inexistante (0,7 %).

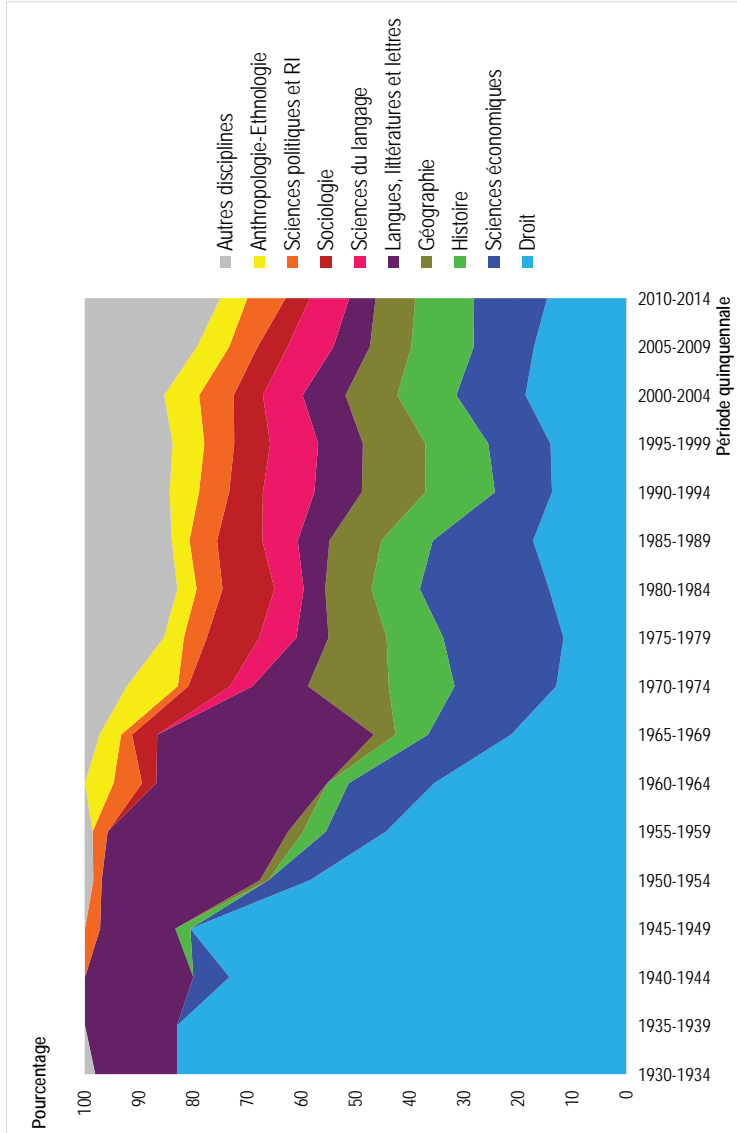
NB : les disciplines renvoient à la mention de la thèse. Si celle-ci est incontestable pour certaines disciplines, le rapport entre la mention et le contenu est plus aléatoire pour d'autres. C'est le cas notamment pour Ethnologie/Anthropologie et la Sociologie.

Figure 2. Répartition des thèses selon la discipline (effectifs et pourcentages)



Jusqu'aux années soixante-dix, deux disciplines dominent l'ensemble des thèses : le droit, les langues. A partir des années soixante-dix, période de l'augmentation du nombre de thèses soutenues sur l'Afrique, on constate une diversification des disciplines avec l'augmentation du poids des sciences économiques, de l'histoire, de la géographie, des sciences politiques et de l'anthropologie-ethnologie (figure 3). Parmi les « autres disciplines », on peut mentionner le poids grandissant de l'administration-gestion, des sciences de l'éducation et de l'information.

Figure 3. Évolution du poids des 9 disciplines les plus représentées¹⁰

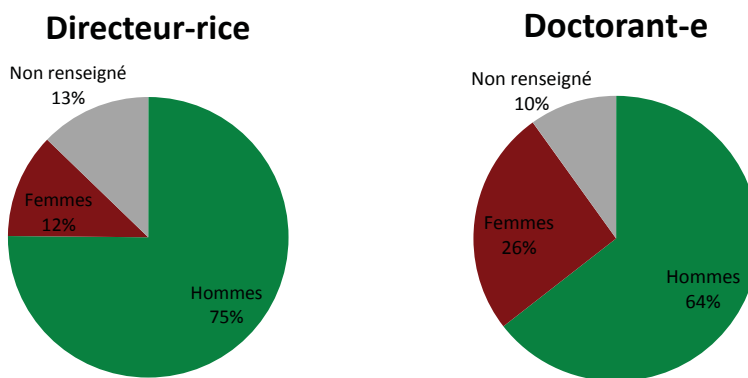


10. Les thèses dont la discipline enregistrée était « études africaines » ou « études autres » ou « sciences humaines et sociales » n'ont pas été prises en compte.

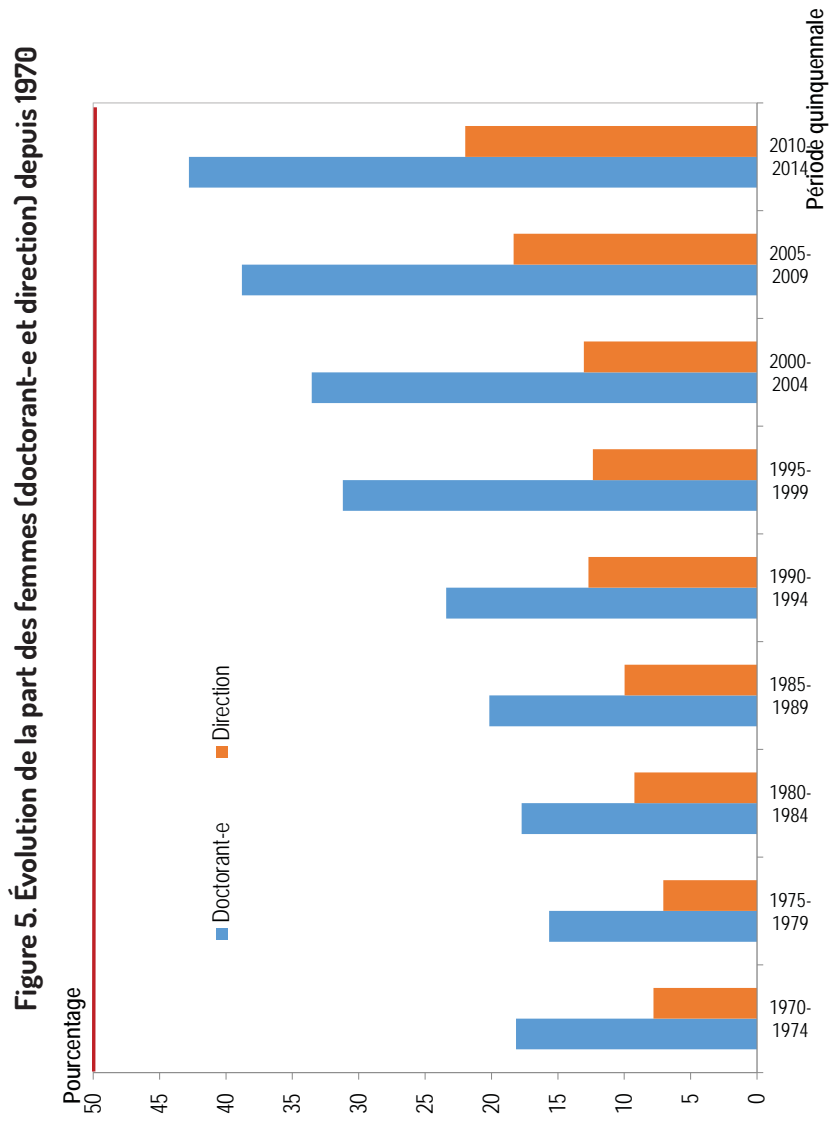
Un domaine d'études fortement masculin...

On constate une forte domination masculine au sein des doctorant-e-s avec 64 % d'hommes et encore plus chez les directeur-ric-e-s de thèse avec 75 % d'hommes (figure 4).

Figure 4. Répartition des thèses selon le sexe du-de la doctorant-e et du-de la directeur-ric-e (pourcentages)



Jusqu'au début des années soixante-dix, les femmes sont absentes des directions et parmi les doctorant-e-s, le sex ratio est largement supérieur à 10. A partir des années soixante-dix, la part des femmes parmi les doctorant-e-s progresse régulièrement jusqu'à atteindre 43 % dans la dernière période 2010-2014. Si la tendance est relativement similaire pour les directeur-ric-e-s de thèse, la part des femmes est cependant beaucoup plus faible et la progression reste timide : parmi les directions de thèses, on ne compte qu'une femme sur cinq dans la période 2010-2014 (figure 5). Ce décalage peut laisser penser à un plafond de verre qui freine l'accès des femmes au recrutement ou au statut de rang A, ou des deux cumulés, ou dans une hypothèse optimiste à un rattrapage différé, la part des femmes chez les doctorant-e-s commençant à devenir significative dans les années 2000-2009.



... et des inégalités genrées plus ou moins marquées selon les disciplines

Le sex ratio est très variable selon les disciplines, avec des disciplines très masculines (le droit, la philosophie) où la part des hommes chez les doctorant-e-s est de 4 à 5 fois supérieure à celle des femmes, et d'autres quasiment à parité (l'anthropologie, les arts, l'archéologie, les sciences du langage, la démographie). Il est à noter toutefois que les femmes ne font jeu égal ou supérieur dans aucune discipline. Chez les directeur-ric-e-s de thèse, l'économie, la science politique, le droit, la géographie et adm-gestion sont le quasi-monopole des hommes (avec des sex ratio entre 8 et 13 %). Les disciplines les moins masculines (l'histoire, la psychologie, les sciences du langage, les sciences de l'éducation) comptent tout de même entre 3 et 5 fois plus d'hommes que de femmes. Une seule discipline, la démographie, compte autant de femmes que d'hommes.

Figure 6. Sex ratio par discipline (doctorant-e)

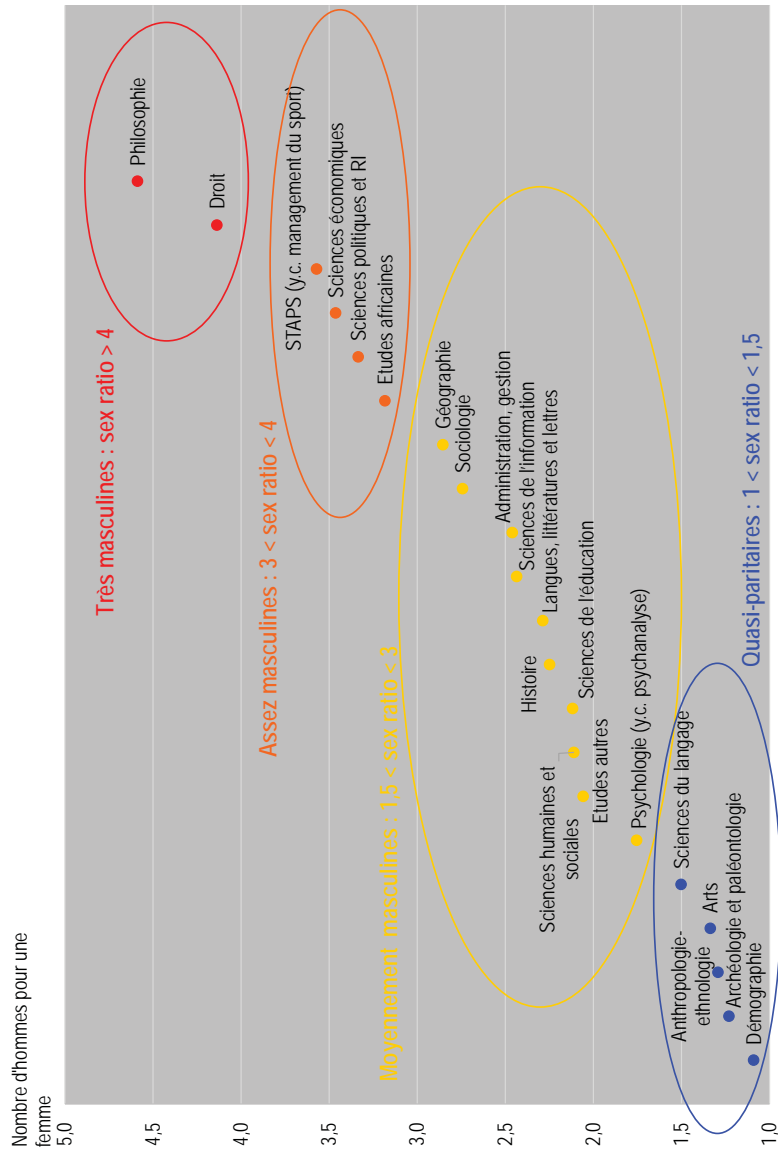
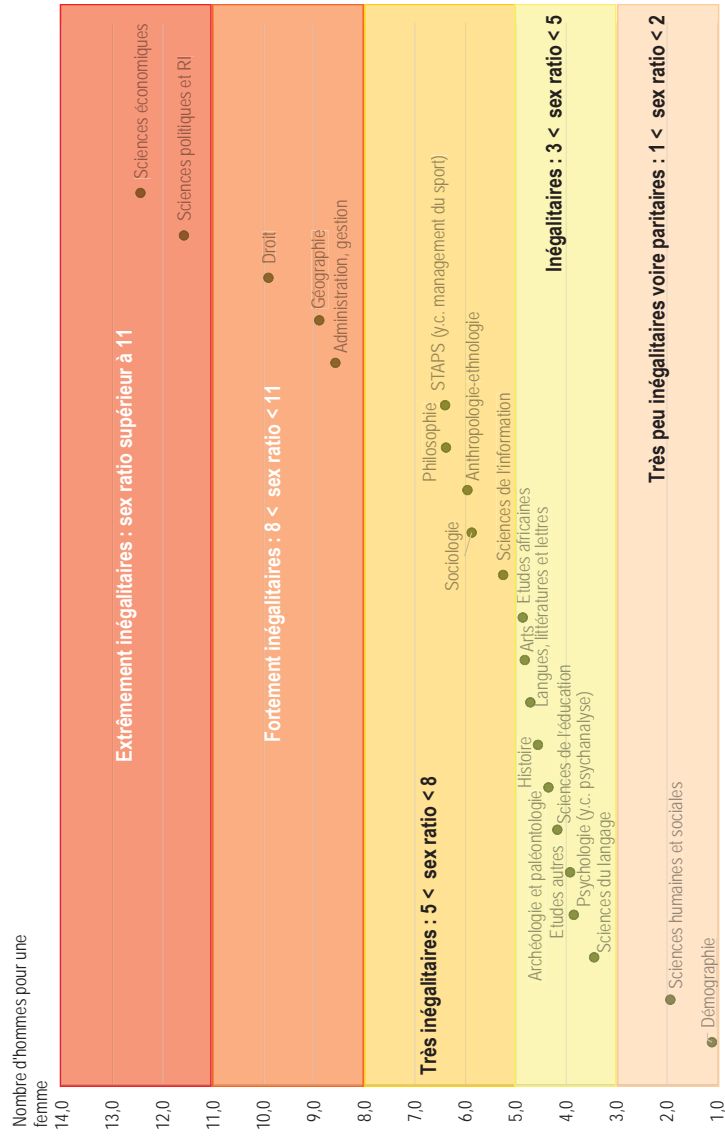


Figure 7. Sex ratio par discipline (direction)



La suprématie francilienne et parisienne

Près de la moitié (44 %) des thèses sur l'Afrique ont été soutenues dans une université francilienne (figure 8), principalement dans les universités *intra-muros* (figure 9), auxquelles il faut ajouter celles soutenues à l'EHESS-EPHE. En dehors de l'Ile-de-France, Bordeaux et Aix-Marseille constituent deux pôles importants. Plusieurs universités régionales représentent entre 2 et 4 % de l'ensemble : Montpellier, Toulouse, Lyon, Strasbourg, Grenoble, Nice, Lille (figure 8).

Figure 8. Répartition des thèses selon le lieu de soutenance (effectifs)

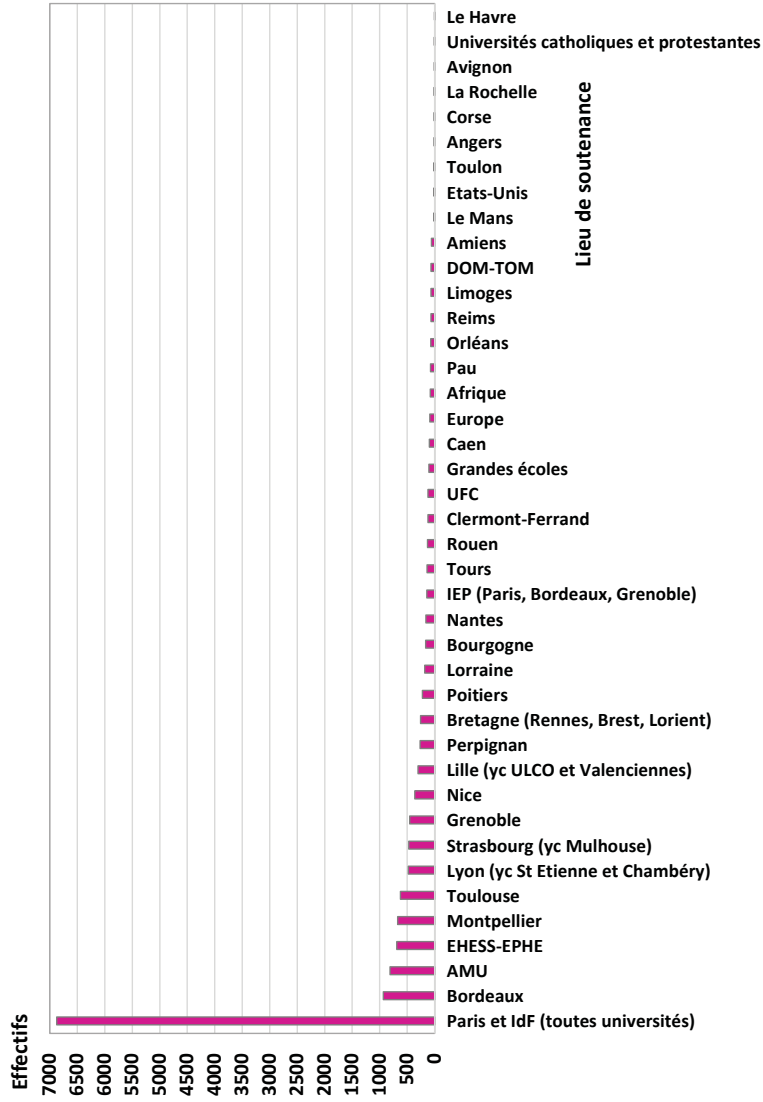
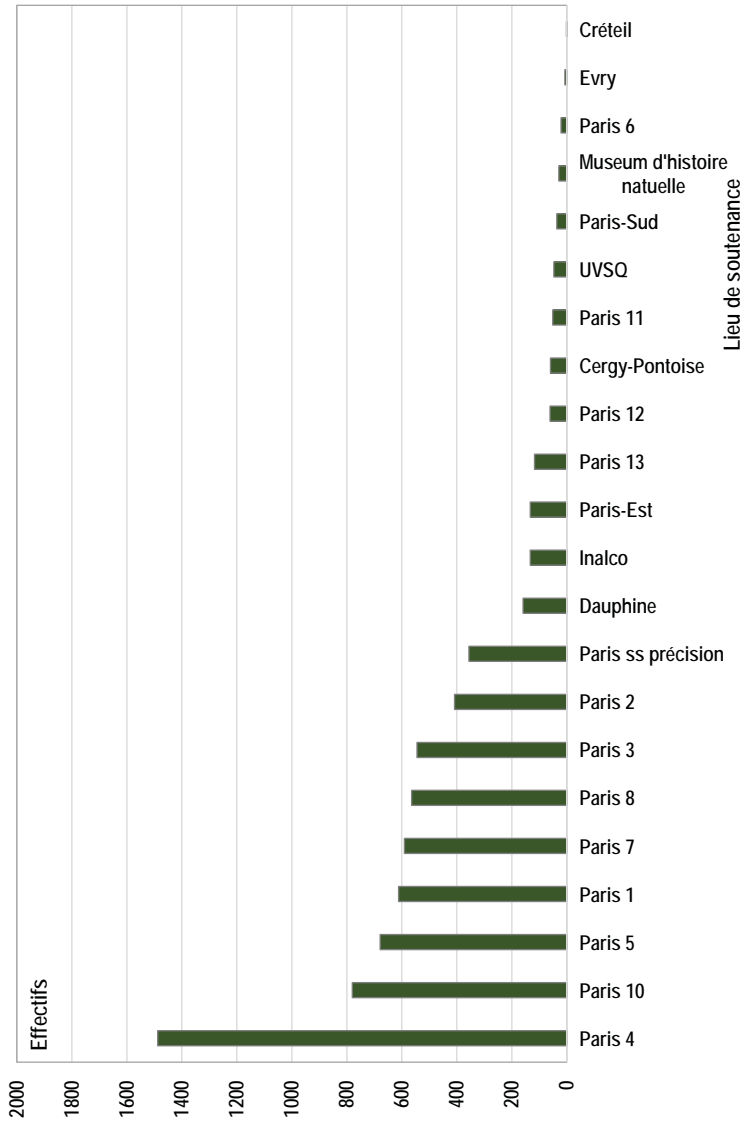


Figure 9. Répartition des thèses franciliennes selon l'établissement de soutenance (universités)



Anthropologie-ethnologie



Philosophie



Démographie



L'Afrique dans les revues¹²

L'analyse a été faite à partir de deux types de revues :

- des revues dites «**généralistes**» pour lesquelles nous avons retenu uniquement les articles portant sur l'Afrique. Cette catégorie englobe des titres disciplinaires (comme *EchoGéo* ou la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*), des revues pluridisciplinaires (comme *Genèses*) et des revues portant sur des domaines ou des thématiques spécialisées (le Sud, le Tiers-Monde, les migrations, etc.), pouvant porter mais pas uniquement sur l'Afrique (comme *Autrepart* ou la *Revue européenne des migrations internationales*).
- des revues **spécialisées** sur l'Afrique pour lesquelles nous avons retenu l'ensemble des articles.

Dans les deux cas, la période couverte est la même (1960-2013) avec toutefois une grande variété dans les dates de parution.

L'analyse détaillée selon les régions, les pays et les thématiques donnant grosso modo les mêmes résultats sur les deux corpus, on se contentera, pour ne pas alourdir la présentation, d'en présenter les résultats pour les revues spécialisées, en mentionnant éventuellement l'écart avec les revues généralistes lorsque la différence paraît significative.

La place de l'Afrique dans les revues généralistes

L'objectif principal de cette partie de l'étude était d'évaluer la place qu'occupent les articles traitant de l'Afrique dans des revues qui ne sont pas spécialisées sur cette aire culturelle

12. Tous les tableaux et graphiques présentés sont issues d'analyses tirées des bases AFRIREV1 (N = 4 941) et AFRIREV2 (N=3 919), 2015, GIS Etudes africaines.

Le corpus

Nous avons retenu 40 revues, sélectionnées en fonction de leur pertinence scientifique et des possibilités de traitement automatique. (Tableau « Corpus des revues généralistes »)

L'analyse porte sur 4 941 articles mentionnant les mots Afrique et/ou nom d'un pays d'Afrique dans le titre ou le résumé, retenus sur un total de 35 033 articles moissonnés.

Corpus des revues généralistes

Titre	Articles sur l'Afrique	Période dépouillée	Date de vie de la revue	Lacunes
Tiers Monde	532	1960-2013	1960-	
Revue du monde musulman et de la Méditerranée	496	1966-2013	1966-	
Outre-mers	480	1960-2011	1959-2011	
Autrepart	295	2001-2013	1997-	
Cahiers des sciences humaines ORSTOM	271	1963-1996	1963-1996	
Population	256	1960-2013	1946-	
L'Homme	205	1961-2013	1961-	
Annales de Géographie	191	1960-2013	1892-	
Hérodote	185	1976-2013	1976-	
Revue européenne des migrations internationales	180	1985-2013	1985-	
Bulletin de l'Association de géographes français	148	1960-2013	1924-	
Annuaire français de droit international	141	1960-2009	1955-	
Études rurales	131	1961-2013	1961-	
L'Espace géographique	124	1972-2013	1972-	
Annales. Histoire, Sciences Sociales	121	1960-2013	1929-	
Journal des anthropologues	104	1997-2013	1990-	1990-1996 (pas en ligne)
EchoGéo	101	2007-2013	2007-	
Vingtième Siècle, revue d'histoire	92	1984-2013	1984-	
Archives de sociologie des religions	89	1960-2013	1956-	
Géographie et culture	62	1993-2013	1992-	
CyberGeo	61	1996-2013	1996-	
Espaces et sociétés	61	1972-2013	1981-	
L'information géographique	59	1960-2013	1936-	1965-1995 (lacune dans Persée)
Cahiers Internationaux de Sociologie	59	1960-2010	1946-2010	
Revue économique	55	1963-2013	1963-	

Titre	Articles sur l'Afrique	Période dépouillée	Date de vie de la revue	Lacunes
Revue d'histoire moderne et contemporaine	50	1960-2013	1954-	
Techniques & Culture	48	1983-2013	1983-	
Genèses	41	1990-2013	1990-	
Revue française de sociologie	39	1960-2013	1960-	
Actes de la recherche en sciences sociales	36	1975-2013	1975-	
Gradhiva	35	2005-2013	1986-	1986-2004 (pas en ligne)
Géocarrefour	28	2003-2013	2000-2013	2000-2003 + revues précédentes
Communication et langages	27	1969-2013	1969-	
Terrain	24	1985-2013	1983-	
Sociétés contemporaines	17	1990-2013	1990-	
Préhistoires méditerranéennes	15	2002-2013	1992-	1992-2001 (pas en ligne)
L'Année sociologique	14	1960-2013	1898-	
Revue française d'économie	13	1989-2010	1989-	
Revue internationale de droit économique	2	1986-1998	1986-	1999-2013
TOTAL	4941			

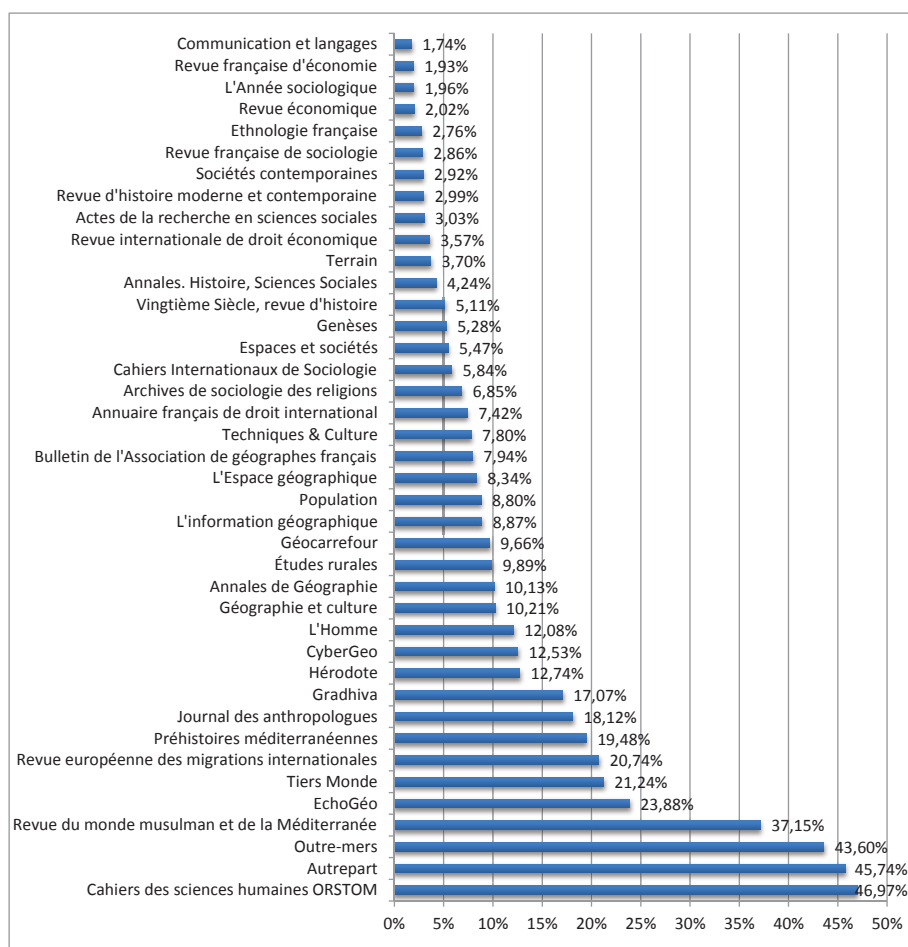
Une représentation très inégale selon les revues et les disciplines

Le pourcentage d'articles sur l'Afrique varie de près de la moitié des articles à moins de 2 %.

L'Afrique est bien représentée (entre 19,5 et 48 % des articles) dans les revues thématiques sur le développement, le Sud, les grandes aires culturelles, les migrations (*Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, *Cahiers de l'ORSTOM*, *Autrepart*, *Outre-mers*, *Tiers-Monde*, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, *Préhistoires méditerranéennes*).

Dans les revues disciplinaires, celles qui font le plus de part à l'Afrique sont les revues de géographie (entre 8 et 23 % des articles), d'anthropologie (entre 12 et 18 %) et de démographie (9 %). L'Afrique occupe une place réduite dans les revues d'histoire (entre 3 et 5 %) et de droit (entre 3,5 et 7,5 %). Elle est quasiment absente (moins de 3 %) des revues d'économie et de sociologie (à l'exception des *Cahiers Internationaux de Sociologie* et dans une moindre mesure d'Archives de sociologie des religions) (Tableau « Part de l'Afrique dans les revues généralistes »).

Figure 1. Part de l'Afrique dans les revues généralistes (%)



Il est intéressant de relever le décalage entre ce classement et le classement des disciplines dans les thèses (cf. partie « L'Afrique dans les thèses »). Certaines disciplines comme l'économie le droit sont très productrices de docteur-e-s spécialisé-e-s en études africaines, mais peu productrices de travaux de recherche publiés. D'autres comme la géographie sont productives à la fois en thèses et en articles, d'autres enfin, comme la démographie, produisent peu de docteur-e-s, mais sont dynamiques en recherche.

Revues spécialisées sur l'Afrique

Le corpus

L'analyse porte sur 3 919 articles publiés entre 1960 et 2013 dans sept revues spécialisées sur l'Afrique.

Corpus des revues spécialisées

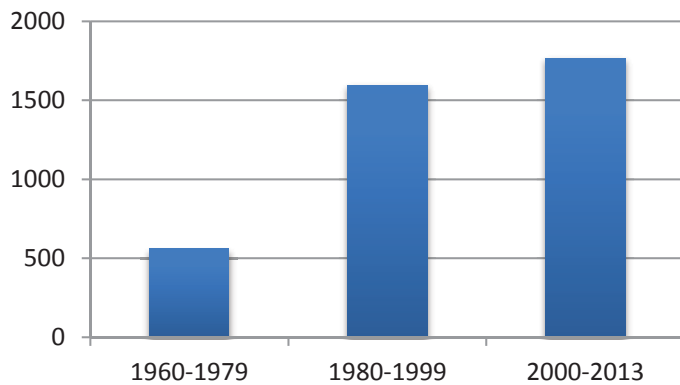
Titre	Articles	Années de publication	Période dépouillée	Lacunes
Afrique & histoire	84	2003-2009	2003-2009	
Afriques	49	2010-	2010-2013	
Cahiers d'études africaines	1088	1960-	1960-2013	
Journal des africanistes	707	1931-	1960-2013	
L'année du Maghreb	243	2006-	2006-2013	
Maghreb-Machrek	209	2003-	2003-2013	1964-2002 (titres précédents)
Politique africaine	1539	1981-	1981-2013	

Toutes les revues sont dépouillées complètement sur la période 1960-2013, sauf Maghreb-Machrek.

Les dates de vie des revues sont très variables : seules deux d'entre elles (*Le Journal des africanistes* et les *Cahiers d'études africaines*) couvrent entièrement la période retenue (1960-2013).

Le nombre d'articles croît fortement à partir des années 1980 (Graphique « Nombre d'articles par périodes »), ce qui s'explique par le dépouillement de nouvelles sources, notamment la revue *Politique Africaine* dont la première parution date de 1981.

Figure 2. Nombre d'articles par périodes



Sexe des auteurs

Globalement, les auteurs sont majoritairement des hommes (70 % des premiers auteurs dont le sexe peut être identifié). La tendance est toutefois à la féminisation. On passe de 26 à 33 % de femmes entre la 1^{re} et la 3^e période. Cette tendance est encore plus affirmée dans les revues généralistes (de 29 à 38,5 %).

Prédominance de l'Afrique de l'Ouest, progression de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe¹³

Dans notre corpus, l'Afrique de l'Ouest est de loin la région la plus représentée, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe faisant figure de parents pauvres (Tableau « Répartition par régions »). On peut noter toutefois que le nombre d'articles consacrés à ces deux régions a fortement progressé au cours de la période ainsi que celui des articles consacrés à l'Afrique du Nord (Graphique « Nombre d'articles par région. Evolution »).

Répartition par régions (effectif et %)

Régions	Articles	Pourcentage
Afrique de l'Ouest	1162	44,49%
Afrique du Nord	480	18,38%
Afrique centrale	473	18,11%
Afrique de l'Est	345	13,21%
Afrique australe	285	10,91%

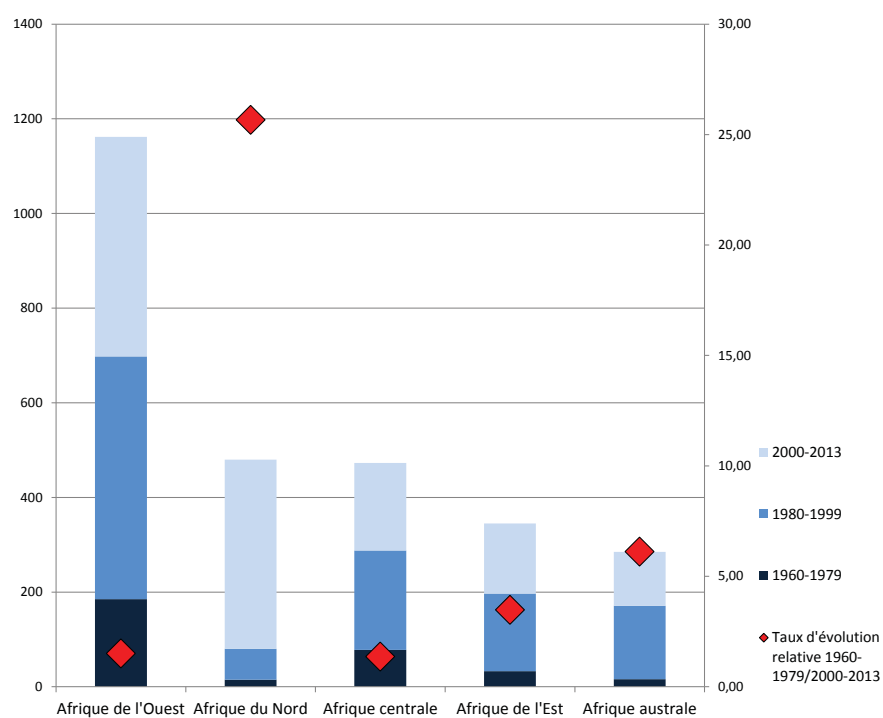
13. Les valeurs indiquées correspondent au nombre et à la proportion d'articles du corpus mentionnant au moins une des 5 macro-régions suivantes, dans le titre ou le résumé :

- Afrique du Nord : Algérie, Libye, Maroc, Tunisie, Sahara occidental, Soudan, Égypte
- Afrique australe et Océan Indien occidental : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe
- Afrique centrale : Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Sao Tome, Tchad
- Afrique de l'Est : Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie
- Afrique de l'Ouest : Burkina Faso, Bénin, Cap vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Sénégal, Togo

NB : Pour 33 % des articles la région n'a pas pu être identifiée.

Figure 3. Nombre d'articles par région. Évolution

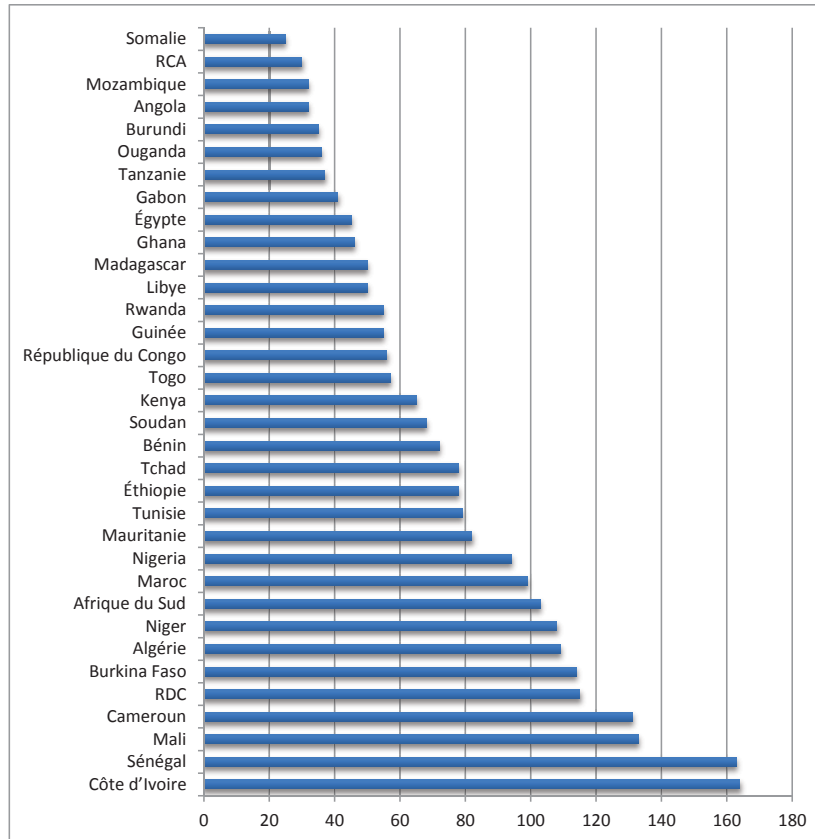
La progression spectaculaire de l'Afrique du Nord au cours de la période 2000-2013 (graphique « Nombre d'articles par pays ») est principalement due à la prise en compte de la revue *Maghreb-Machrek* à partir de 2003. Mais on peut aussi faire l'hypothèse d'un intérêt croissant porté aux crises qui affectent ces pays (révolutions des « printemps arabes », violences et guerres, islamisme radical), ce que suggère la progression des articles portant sur la Libye, la Tunisie, l'Égypte. (tableau 5)



Une forte concentration sur quelques pays francophones

Figure 4. Nombre d'articles par pays

NB : ne figurent ici que les pays comptant pour plus de 1% dans le corpus.



Pour l'ensemble de la période, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali et le Cameroun sont les pays les plus étudiés. Ils concentrent à eux quatre un quart des articles du corpus. Ils apparaissent toutefois en perte de vitesse au cours de la dernière période, tandis que s'affirme la poussée de nouveaux pays comme

la Mauritanie, l'Afrique du Sud, le Kenya, mais aussi de façon plus discrète l'Ouganda, la Tanzanie, le Mozambique (tableaux « Variation 1^{re}/3^e période : pays en régression » et « Variation 1^{re}/3^e période : pays en progression »).

Variation 1^{re}/3^e période : pays en régression

Pays	
Côte d'Ivoire	-8,87%
Cameroun	-4,46%
Tchad	-3,98%
Rwanda	-3,20%
République du Congo	-3,16%
Niger	-3,01%
Madagascar	-2,22%
Bénin	-1,93%
Mali	-1,53%
République centrafricaine	-1,05%
Gabon	-0,79%
Comores	-0,77%
Burundi	-0,64%
Sénégal	-0,42%

Variation 1^{re}/3^e période : pays en progression

Tanzanie	1,18%
Mozambique	1,23%
Burkina Faso	1,36%
Ouganda	1,50%
République démocratique du Congo	2,34%
Kenya	2,47%
Égypte	3,53%
Mauritanie	3,57%
Libye	4,06%
Afrique du Sud	4,14%
Maroc	6,41%
Tunisie	6,88%
Algérie	6,95%

Analyse thématique

L'analyse thématique a été faite à partir de grandes rubriques thématiques regroupant un ensemble de mots clés détaillés. (Voir en annexe la liste des mots clés détaillés et regroupés).

N.B. Le taux d'articles accompagnés de résumés dans les sources utilisées pour la récupération des informations croît fortement à partir des années 1980. Les résumés ayant été utilisés conjointement aux titres pour indexer thématiquement les articles, cette évolution explique mécaniquement une partie de l'accroissement constaté des mots-clés.

Si l'on considère l'ensemble du corpus, les thèmes les plus explorés dans la période 1960-2013 relèvent des catégories :

- politique/administration/gouvernance : 1 062 articles ont au moins un mot-clé de la catégorie
- économie/travail : 794
- espace/territoire : 640
- culture/identité/ethnicité : 621

Viennent ensuite :

- sociétés traditionnelles : 593
- religion : 383
- crises/guerres/violence : 379
- colonisation : 362

L'analyse par périodes montre toutefois que ces thèmes ont évolué de façon très différente entre 1960 et 2013. La catégorie *politique/administration/gouvernance* a progressé de façon spectaculaire : elle n'était présente que dans 7 % des articles dans la première période, alors qu'elle apparaît dans 43 % des articles dans la période 2000-2013. Les rubriques *culture/identité/ethnicité* et

crises/guerres/violence ont également fortement progressé, tandis que la rubrique *sociétés traditionnelles* a suivi le chemin inverse : passant de 32 % à moins de 20 %, elle apparaît nettement en perte de vitesse. On note aussi la progression des catégories *migrations*, *théorie/épistémologie/méthodologie* et *esclavage*.

La mise en perspective des périodes 1960-79 et 2000-13 (Figures 5, 6 et 7) permet par ailleurs de voir l'apparition de thèmes émergents, inexistantes ou très faiblement représentés dans la première période : *la communication*, *le droit*, *la sexualité*, *les problèmes sociaux*.

NB. : Pour les 2 graphiques suivants, on a retenu les 20 catégories de mots clés les plus représentées pour chaque période.

Figure 5. Nombre d'articles par catégories 1960-1970

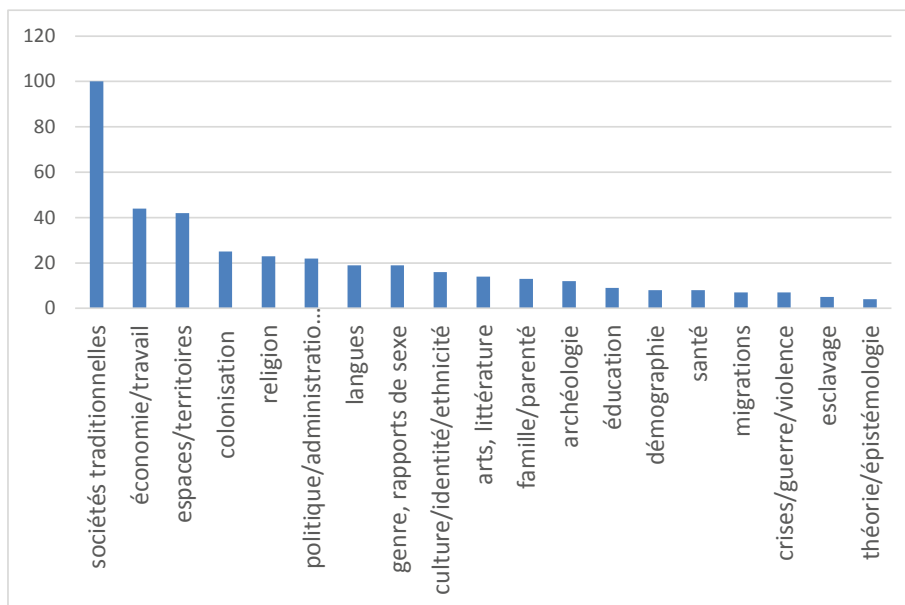


Figure 6. Nombre d'articles par catégories 2000-2013

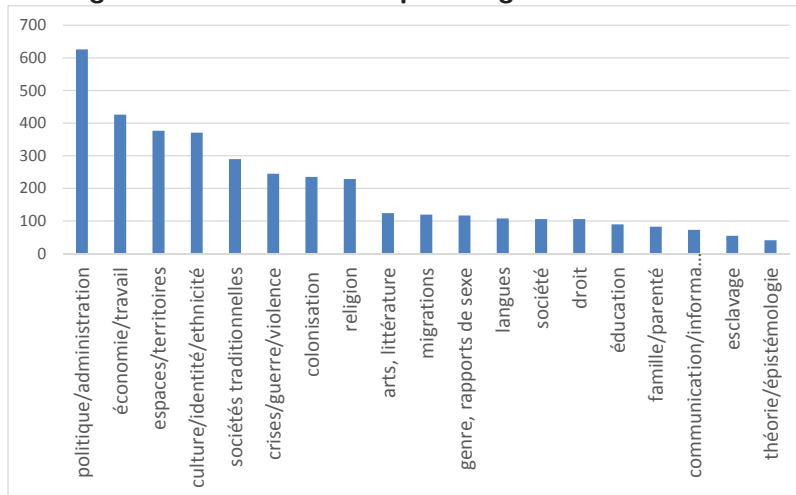
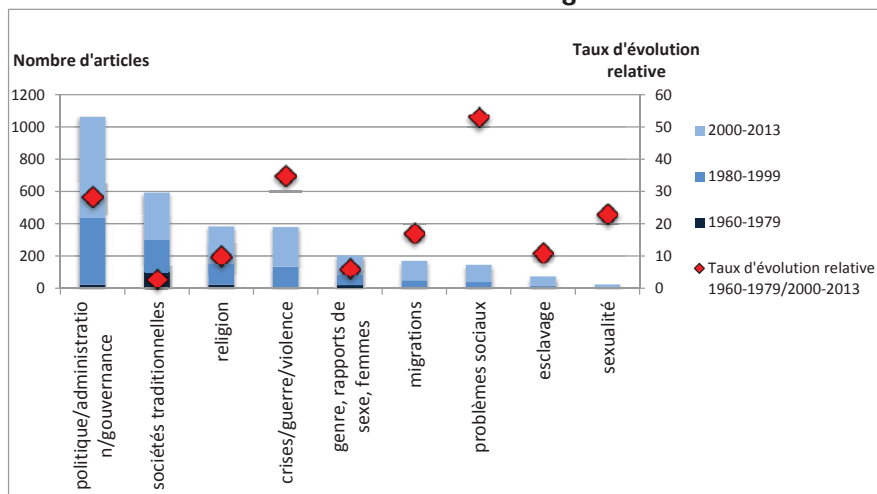


Figure 7. Nombre d'articles par catégories et taux d'évolution relative 1960-2013 (sélection de 9 catégories)



Conclusions et préconisations

Recrutements

- Remédier à l'absence de recrutement de spécialistes sur l'Afrique en dehors de postes à fléchage thématique. En attendant que la situation change, afficher plus de postes fléchés Afrique
- Augmenter les postes de DR dans la recherche et de PR dans les universités afin d'accroître une faible capacité d'encadrement des doctorants et remédier au trou générationnel entre CR/DR et entre MCF/PR
- Demander un effort particulier aux universités de façon à établir un équilibre entre chercheurs et enseignants-chercheurs travaillant sur l'Afrique
- Recruter des ITA, et renforcer le soutien à la recherche et aux publications
- Soutenir le dynamisme des études africaines par l'affichage de contrats doctoraux fléchés sur des thèmes novateurs

Publications et revues

- Donner aux laboratoires ou au GIS (de façon mutualisée) un soutien conséquent aux traductions, publications, et revues
- Soutenir fortement les revues existantes et l'édition pour remédier à leurs faiblesses structurelles, alors même qu'il existe une demande sociale de plusieurs niveaux (grand public et vulgarisation, pouvoirs publics, médias, chercheurs)

Mobilités et internationalisation

- Faire cesser les problèmes de visas et de tracasseries administratives que rencontrent les collègues africains
- Favoriser l'accueil des chercheurs, enseignants et doctorants en France : doubles-chaires, postes rouges, chaires croisées, bourses de mobilités
- Redonner leur place aux dispositifs censés favoriser la mobilité des étudiants africains et détournés de leur objet (Campus France)

- Assurer la collaboration des SCAC et des services consulaires
- Privilégier la double mobilité France-Afrique et retour
- Soutenir les coopérations sud-nord, mais aussi nord-nord
- Appeler aux projets tripartites, et aux projets de recherche conjoints

Secondaire

- Donner à l'Afrique sa place dans les sujets de concours de recrutement du secondaire
- Associer des spécialistes aux concepteurs de programme du secondaire
- Réintroduire l'Afrique dans les programmes du secondaire, notamment en histoire

Structures françaises en Afrique

- Faire en sorte que les structures institutionnelles à l'étranger (IRD, UMIFRE) établissent des liens structurels et collaborent dans des partenariats, dans un maillage plus large et s'ouvrent largement à l'aide au terrain des chercheurs et des doctorants : aide matérielle, logistique, administrative, partage de réseaux, aide à l'obtention d'autorisation de recherche
- Renforcer lien entre les dispositifs existants : centres IRD, UMIFRE, centres de recherche africains

Compléter la présente étude

- Continuer l'enquête, de façon plus systématique, et avec plus de moyens
- Réaliser l'analyse des recrutements au CNRS, à l'IRD, dans les Universités (statistiques des recrutements, enquête au Journal officiel des fléchages de poste). Le CNRS et les Universités devraient pouvoir fournir des outils statistiques sur les profils des recrutements, ce qui ne semble pas encore être le cas...
- Faire des statistiques sur les âges des chercheurs
- Enquêter sur les bourses de mobilité, les allocations, les aides au terrain
- Systématiser l'annuaire des chercheurs

Annexes

Base AFRITHESES

Sources

La base AFRITHESES a été constituée à partir de deux sources gérées par l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES) : le catalogue SUDOC pour les thèses soutenues avant 1985 et le moteur de recherche Theses.fr pour les thèses soutenues à partir de 1985. Ces sources ont été enrichies par des informations extraites de l'application web Idref également produite par l'ABES.

Variables exploitées dans l'analyse : date de soutenance, lieu de soutenance, université, discipline, résumé, mots-clés RAMEAU, sexe de l'auteur, sexe du (de la) directeur(rice) de thèse.

Constitution (principales étapes)

- Établissement de deux listes de mots à chercher (source : Wikipedia) : pays et régions d'Afrique ; ethnies d'Afrique, pour inclure les thèses mentionnant des groupes humains (p.e. Touaregs) mais ne citant pas nommément l'Afrique ni un pays précis.
- Établissement d'une liste de mots-clés thématiques, regroupés en catégories.
- Récupération de références dans les bases Sudoc et Theses.fr en utilisant les deux listes de mots à chercher.

- Récupération du sexe des auteurs dans IdRef (lorsque c'était possible).
- Concaténation des fichiers et dédoublonnage.
- Indexation géographique (recherche des pays et régions dans le titre et le résumé).
- Indexation thématique (recherche des mots-clés dans le titre et le résumé).
- Dans Excel, suppression des thèses ne relevant pas des sciences sociales (p.e. Géographie physique).

Bases AFRIREV1 et AFRIREV2

La base AFRIREV1 se compose d'articles portant sur l'Afrique parus dans des revues généralistes, et la base AFRIREV2 d'articles publiés dans des revues spécialisées sur l'Afrique.

Sources

Les données bibliographiques ont principalement été récupérées à partir de quatre portails de revues : Revues.org, CAIRN, PERSEE et JSTOR. Pour certaines revues le dépouillement s'est fait manuellement, à partir des tables des matières présentes sur les sites des revues et/ou après consultation des exemplaires imprimés.

Variables exploitées dans l'analyse : nom de la revue, titre de l'article, nom de l'auteur (3 colonnes pour 3 auteurs éventuels), sexe de l'auteur (idem), date de parution, résumé, mots clefs pays, mots clefs régions, mots clés ethnies, mots clefs catégories thématiques.

Constitution (principales étapes)

- Établissement de deux listes de revues généralistes (pour la base AFRIREV1) et spécialisées sur l'Afrique (AFRIREV2).
- Établissement d'une liste de mots-clés thématiques regroupés en catégories.
- Identification des sources permettant de récupérer les articles parus dans ces revues, de la période couverte, et des particularités techniques propres à chaque source.
- Pour les revues spécialisées sur l'Afrique (AFRIREV2) :
 - Récupération de toutes les références (auteurs, titres, année, résumés).
 - Identification et suppression de certaines références : articles ne concernant pas l'Afrique, articles en langues étrangère, comptes rendus, éditoriaux, nécrologies.
- Pour les revues généralistes (AFRIREV1) :
 - Récupération de toutes les références (auteurs, titres, année, résumés), ou simple décompte pour les revues dépouillées manuellement.
 - Identification et conservation des articles concernant l'Afrique (réutilisation des mots-clés utilisés pour les thèses).
- Indexation géographique (recherche des pays et régions dans le titre et le résumé).
- Indexation thématique (recherche des mots-clés dans le titre et le résumé).
- Dans Excel, suppression d'articles ne relevant pas des sciences sociales et correction d'autres anomalies.

Liste des mots clés

catégorie principale	mots clés	mots effectivement trouvés
archéologie	archéologie	archéologiques archéologie archéologue archéologique
archéologie	antiquité	antiques antique antiquités antiquité
archéologie	vestige	vestiges vestige
archéologie	fouille	fouille fouilles fouillée fouillées
archéologie	préhistoire, protohistoire	préhistorique protohistorique protohistoriques néolithique paléolithique
arts, littérature	art	artistes artiste artistique artistiques art arts
arts, littérature	littérature	écrivain écrivains fiction fictions fictionnel fictionnels roman romanesque romans romancier romanciers romancière romancières poésie poète poètes littéraires littéraire
arts, littérature	musique, musicien	musique musiques musicales musicaux musical musiciens musicale
arts, littérature	danse, danseur	danses danse dansée danser dansent danseur danseurs danseuses
arts, littérature	théâtre	théâtre théâtralisation théâtrale
arts, littérature	peinture	peintures peinture peintre
arts, littérature	cinéma, cinéaste	cinématographique cinéma cinémas cinéaste cinéastes
colonisation	colonisation, colonie, colonialisme, protectorat	colonies colonie colonisation colonises colonisée colonisées colonise coloniale colonial coloniales coloniaux colonialisme colonialistes colonialiste colons colon protectorat protectorats
colonisation	décolonisation, indépendance	décoloniser décolonisée décolonisation décolonise décolonisations indépendance indépendances
colonisation	exploration, explorateur	exploration explorateur explorateurs
colonisation	conquête	conquêtes conquête
colonisation	impérialisme	impérialisme
communication/information	presse	presse
communication/information	médias	médias média médiatiques médiatique
communication/information	télévision	télévision télévisions télévisuelle
communication/information	radio	radio
communication/information	internet	Internet
communication/information	téléphone	téléphonie téléphone téléphones
communication/information	audiovisuel	audiovisuel audiovisuels
communication/information	journaliste	journalistes journaliste
crises/guerre/violence	guerre	guerres guerre
crises/guerre/violence	violence	violences violence
crises/guerre/violence	révolution, rébellion, insurrection, révolte	insurrectionnels insurrection insurrections révolte révoltes révoltèrent rébellion rébellions rebelles
crises/guerre/violence	armée, milice, soldat	enfants soldats soldats soldat milice milices milicien miliciens armées armée
crises/guerre/violence	génocide	génocides génocide crime contre l'humanité
culture/identité/ethnicité	acculturation	acculturation accultures
culture/identité/ethnicité	culture	culture culturelle culturels cultures culturel culturelles
culture/identité/ethnicité	identité	identité identitaire identitaires identités
culture/identité/ethnicité	mémoire	mémoires mémoire mémorielle mémoriel mémorielles mémoriels

Les études africaines en France, un état des lieux - 2016

catégorie principale	mots clés	mots effectivement trouvés
culture/identité/ethnicité	patrimoine	patrimoine patrimonial
culture/identité/ethnicité	musée	musée musées muséal muséales muséographie muséification
culture/identité/ethnicité	interethnique	interethnique interethniques
culture/identité/ethnicité	ethnie	ethnies ethnicité ethniques ethnique ethnicisation ethnic ethn- nie ethnicisée ethnicisantes ethnicistes ethnicity
démographie	démographie	démographie démographique demographic démographiques
démographie	recensement	recensements recensement recense recenses
démographie	matrimonial, nuptialité	matrimoniales matrimonial matrimoniale matrimoniaux
démographie	naissances, natalité	naissances
démographie	fécondité	fécondité
démographie	mortalité	mortalité
droit	droit	droit
droit	justice	justice
droit	juridique	juridiques juridique juridiquement
droit	judiciaire, procès, pénal, tribunal	procès tribunal tribunaux pénalité pénale pénales pénal judi- ciaire judiciaires
économie/travail	monnaie	franc monétaires monétaire monnaie devises
économie/travail	économie	économie économique économiques économiquement économies
économie/travail	capitalisme	capitalistes capitalisme capitaliste capitalisation
économie/travail	en voie de développement	sous-développement sous-développe
économie/travail	firme, entreprise	firme firmes entreprises entreprise
économie/travail	travailleur, salarié, main d'œuvre, chômage	travailleur travailleurs salarié salariés main d'œuvre chômeurs chô- mage
économie/travail	pauvreté	pauvreté paupérisation paupérisée
économie/travail	richesse	enrichissement richesse richesses enrichit
économie/travail	privatisation, nationalisation	privatisation privatisée privatisés privatiser nationalisation
économie/travail	tourisme	touristiques tourisme touristes touristique touriste touristiques tou- ristiquement
économie/travail	contrebande	contrebande
économie/travail	commerce	commercial commerce commerces commerciales commer- ciaux commerçant commerçants commerciale commerçante com- mercer commercialisation
économie/travail	ouvrier	ouvriers ouvrier ouvrierisme
économie/travail	investissement	investissement investissements investisseurs investisseur inves- tissent investissant investissait
économie/travail	industrie	industrie industrialisés industrielles industrielle industries indus- trialisations industriels industriel
économie/travail	textile	textiles textile
économie/travail	agroalimentaire, agrobusiness	agroalimentaire
économie/travail	entrepreneur	entrepreneurs entrepreneur entrepreneurial entrepreneuriales entre- preneuriat
économie/travail	artisanat	artisanale artisanales artisanat artisans artisan artisane
économie/travail	syndicat, grève	syndicats syndicat syndicalisme syndicalistes syndicale syndi- cales grèves grève grévistes
économie/travail	agriculture	mil riz riziculture riziculteurs rizicoles rizicole rizières rizicultures céréales céréalière cacao cacaoyer cacaoyère café caféière coton sorgho paysans paysannes paysanneries paysanne paysan paysan- nerie paysannat agriculteurs cultivateurs cultivateur agraire agric- ole agricoles agriculture agro agroforestier plantation plantations
économie/travail	agronomie	agronomiques

Annexes

catégorie principale	mots clés	mots effectivement trouvés
économie/travail	élevage	pasteurs pasteur pasteurienne pastoralisme pastorales pastorale pastoral bétail éleveurs élevage agropastoral agropasteur
économie/travail	énergie, électricité	électrique électricité énergétique énergie énergétiques
économie/travail	mines	mines minier miniers mine minières minière minerai minerais cuivre phosphates diamant diamants diamantaires coltan
économie/travail	hydrocarbures	hydrocarbures pétrolière pétrolier pétrolières pétroliers pétrole gaz
économie/travail	pêche	pêches pêche pêcheurs pêcher
éducation	alphabétisation, illettrisme	alphabétisation alphabétisées illettrée illettrées
éducation	université, étudiant	étudiante étudiants étudiant étudiantes université universités
éducation	école, éducation, enseignement	éducation éduque éduquée éduquer scolarisation scolarités scolarisés scolarité scolaire scolaires enseignement élèves école écoles
éducation	professeur, enseignant	professeur professeurs enseignant enseignants
esclavage	esclavage, captivité	captifs captivité captif esclavage esclaves esclavagisme esclave esclavagiste esclavagistes
espaces/territoires	territoire	territoire territoriales territoires territorialisation territorialités territoriaux territoriale territorial territorialité territorialement territorialisées
espaces/territoires	espace	spatiales espace spatiaux spatiale spatialisation spatialité spatial spatialisés spatialement spatialisée
espaces/territoires	ville	citadins citadine citadin citadines citadinité citadinisation villes ville urbain urbaines urbaine urbains urbanisation
espaces/territoires	campagne	village villageois rurales ruralistes
espaces/territoires	habitat	logement habitat habitation
espaces/territoires	foncier	foncière foncier fonciers foncières
espaces/territoires	transport	transport transports transportant transporteurs transportent transportes transporter
famille/parenté	mariage	mariage mariages dot dots endogamie endogames endogamique endogamiques exogamie exogamique exogames polygamie polygamie fiancé fiancés
famille/parenté	parenté, filiation	patrilinéaire matrilinéaire filiation filiations parenté parentés cognatique agnatique oncle neveu
famille/parenté	famille	famille familles
genre, rapports de sexe, femmes	genre, masculin, féminin	genre rapports de sexe masculine masculines masculin masculins masculinité féminine féminin féminines féminités féminité féminisme féministe féminins féministes féminisation femme femmes
genre, rapports de sexe, femmes	circoncision, excision	circoncision excision
mondialisation	mondialisation	mondialisation mondialisée mondialisées mondialisés mondialisante globalisation globalisé
histoire africaine, historiographie	histoire de l'africaine	histoire de l'africaine histoire africaine
histoire africaine, historiographie	historiographie	historiographie historiographique
langues	langue, linguistique	langue langues linguistiques linguistique grammaire grammatical syntaxe syntaxique syntaxiquement vocabulaire lexique lexicaux lexical phonologique phonétique onomastique toponymiques toponymie dialecte
migrations	migrations	immigrés immigration immigrants immigrée immigrées immigrer immigrations immigrer émigration émigrés émigrées émigrants émigrer migrants migrantes migrant migrante migrations migratoire migratoires migration
migrations	politique migratoire	aventurier aventuriers refoules refoulement expulsion expulsés expulse asile réfugiés réfugié réfugié réfugiée

Les études africaines en France, un état des lieux - 2016

catégorie principale	mots clés	mots effectivement trouvés
migrations	exode rural	exode rural
politique/administration/gouvernance	politique	politique
politique/administration/gouvernance	vie politique, institutions, régimes	partis politiques parti politique élection élections référendum président présidentielle présidents présidentiel présidentielles présidentialisé dictature dictatures dictatorial dictateur démocratisation démocratique démocratie démocraties démocratiques électoral électoraux municipalité municipalités
politique/administration/gouvernance	idéologies politiques	tribalisme panafricanisme panafricaine panafricaines panafricains nationalismes nationaliste nationalistes nationalisme
politique/administration/gouvernance	administration	administration
politique/administration/gouvernance	gouvernance	gouvernance corruption corrompu banque mondiale FMI ajustement structurel centraliste centralisme centralise centralisation centralisées centralisée décentralisation décentralisé décentralisée décentralisées décentraliser clientèles clientélisme clientélistes clientéliste clientèle
politique/administration/gouvernance	étatique	étatique étatiques étatiste étatisés
société	espace public	espace public société civile mobilisation collective mobilisations collectives mouvement social
société	déviances sociales	drogue drogues prostitution prostituées
société	racisme, discrimination	racisme raciste racismes xénophobie xénophobes discrimination discriminations races race stéréotypes stéréotype stéréotypée
relations internationales	coopération, France, Europe	coopération France Europe
relations internationales	ong	ONG
relations internationales	aide humanitaire	aide humanitaire aide internationale
religion	religion	religieuse religieux religion religions religieuses religiosité religious
religion	culte	culte cultes
religion	religions traditionnelles	sorcellerie sorciers sorcier sorcières animisme fétichisme
religion	islam	islam musulman musulmane musulmans imam mosquée mosquées islamisme confrérie confréries coran coranique
religion	messianisme, prophétisme	prophétiques prophétisme prophétique prophéties prophète messianisme messianique
religion	judaïsme	judaïsme
religion	christianisme	protestantisme pentecôtiste pentecôtisme pentecôtistes évangélisme christianisme christianisation christianisées christianiser catholique catholiques catholicisme église églises prêtre missions
santé	santé, maladie	sanitaire épidémie épidémiologie épidémique santé onchocercose endémie endémique maladies maladie malades malade sida VIH médicale médicament médical médicales médicaux médicaments médecine médecins médecin paludisme guérisseur guérisseurs tradipraticien
sexualité	sexualité	sexualité sexualités homosexuelles homosexualité homosexuels homosexuelle transgenre
sociétés traditionnelles	pré-colonial	pré-coloniale pré-coloniales pré-colonial pré-coloniaux pré-colonial pré-coloniale pré-coloniales pré-coloniaux

Annexes

catégorie principale	mots clés	mots effectivement trouvés
sociétés traditionnelles	organisation sociale	chefferies chefferie claniques clans clan castes caste tribales tribale tribus tribu tribal tribaux féodal féodales féodaux roi royautes royaux royal royale royauté royaume royaumes emirati émîr émirats lignages lignage lignagère lignagers lignager lignagères ancêtres ancêtre
sociétés traditionnelles	culture orale	cosmologie littérature orale griot contes épopée épique légende
sociétés traditionnelles	coutume	don traditionnel traditionnels traditional tradition traditionnellement traditionnalisation traditions traditionnelle traditionnelles coutumes coutume nomades nomadisme nomade rituels rituelles rituel rituelle cérémonielle
sociétés traditionnelles	funérailles	funéraire funéraires tombeau sépulture
sport	sport	football sportifs sport sports
théorie/épistémologie/méthodologie	théorie	théorie
théorie/épistémologie/méthodologie	épistémologique	épistémologique épistémologiques
théorie/épistémologie/méthodologie	méthodologie	méthodologie méthodologique methodological méthodologies méthodologiques méthodologiquement méthodo

Les membres du GIS Études Africaines

- Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
- L'EPHE (École pratique des hautes études)
- L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- L'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales)
- L'Université de Michel de Montaigne, Bordeaux 3
- L'Université Montesquieu, Bordeaux 4
- L'IEP (Institut d'études politiques) de Bordeaux
- L'Université de Poitiers
- L'Université Nice Sophia Antipolis
- L'Université de Paris Ouest, Nanterre La Défense
- L'Université de Paris Diderot, Paris 7
- L'EHESS (École des hautes études en sciences sociales)
- L'IRD (Institut de Recherche pour le Développement)
- L'Université d'Aix-Marseille
- L'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- L'Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse
- L'Université Vincennes-Saint-Denis
- La FMSH (Fondation des Maisons des Sciences de l'Homme)

Les unités engagées dans le GIS Études africaines

- UMIFRE 23, USR 3137, CFEE (Centre français d'études éthiopiennes à Addis Abeba)
- UMIFRE 24, USR 3336, Afrique au Sud du Sahara, IFRA Nairobi
- UMIFRE 25, USR 3336, Institut français d'Afrique du Sud
- UMR 196, CePeD (Centre Population et Développement)
- UMR 201, IEDES (Développement et sociétés)
- UMR 205, URMIS (Unité de Recherches Migrations et société)
- UMR 208, PALOC (Patrimoines locaux et Gouvernance)
- UMR 245, CESSMA (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques)
- EA 375, GECKO (Laboratoire de géographies comparées des Suds et des Nords)
- UMS 2268, Juriscope
- USR 3077, IRMC (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain)
- USR 3136, CESH (Centre Jacques Berque pour les études en sciences humaines et sociales)
- UMI 3189, ESS (Environnement, Santé, Sociétés)
- USR 3225, Maison René-Ginouès
- USR 3336, Afrique au Sud du Sahara
- EA 3983, EST (Espace Santé Territoire)
- EA 4417, CHAD (Centre d'histoire et d'anthropologie du droit)
- EA 4584-E1, CERCE (Centre d'Études et de Recherches Comparatives en Ethnologie)
- UMR 5115, LAM (Les Afriques dans le monde)
- UMR 5136, FRA.M.ESPA (France méridionale et Espagne)
- UMR 5319, PASSAGES (ex-ADESS)
- UMR 7041, ArScAn (Archéologies et Sciences de l'Antiquité)
- UMR 7050, CERI (Centre de recherches internationales)
- UMR 7055, Préhistoire et technologie
- UMR 7186, LESC (Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative)
- UMR 7218, LAVUE (Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement)
- UMR 7310, IREMAM (Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman)
- UMR 8135, LLACAN (Langage, langues et cultures d'Afrique noire)
- UMR 8171, IMAF (Institut des mondes africains) - Porteur du GIS
- UMR 8177, IIAC (Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain)
- UMR 8216, CEIFR (Centre d'Etudes Interdisciplinaires des Faits Religieux)
- UMR 8562, CNE (Centre Norbert Elias)
- UMR 8586, PRODIG (Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique)

Table des figures et tableaux

Thèses

Figure 1. Évolution des effectifs de thèses depuis 1930	74
Figure 2. Répartition des thèses selon la discipline	76
Figure 3. Évolution du poids des 9 disciplines les plus représentées	78
Figure 4. Répartition des thèses selon le sexe du-de la doctorant-e et du-de la directeur-riche	79
Figure 5. Évolution de la part des femmes depuis 1970	80
Figure 6. Sex ratio par discipline (doctorant-e)	82
Figure 7. Sex ratio par discipline (direction)	83
Figure 8. Répartition des thèses selon le lieu de soutenance (effectifs).....	85
Figure 9. Répartition des thèses franciliennes selon l'établissement de soutenance	86

Revue

Corpus des revues généralistes	93
Figure 1. Part de l'Afrique dans les revues généralistes (%).....	95
Corpus des revues spécialisées	96
Figure 2. Nombre d'articles par périodes.....	97
Répartition par régions (effectif et %).....	98
Figure 3. Nombre d'articles par région. Evolution	99
Figure 4. Nombre d'articles par pays.....	100
Variation 1 ^{re} /3 ^e période : pays en régression.....	101
Variation 1 ^{re} /3 ^e période : pays en progression	101
Figure 5. Nombre d'articles par catégories 1960-1970.....	103
Figure 6. Nombre d'articles par catégories 2000-2013.....	104
Figure 7. Nombre d'articles par catégories et taux d'évolution relative 1960-2013....	104
Figure 8. Evolution des mots-clés (titre et résumé)	105
Liste des mots clés	111

Table des matières

Études africaines : la restructuration en cours	5
États des lieux disciplinaires	13
Anthropologie	13
Origine et évolution de la discipline.....	13
Évolution des thèmes	14
État des forces.....	15
Archéologie.....	15
Missions archéologiques	16
Enseignement en France.....	16
Points faibles et perspectives	17
Démographie	17
Origine et évolution de la recherche démographique sur l'Afrique	17
Thèmes de recherche	18
État des forces.....	20
Droit	20
Évolution des thèmes	20
Le droit international	22
Laboratoires.....	23
Formations	23
Régions africaines concernées.....	23
Revue française	24
État des forces.....	24
Économie.....	25
L'éparpillement des compétences.....	25
Une enquête nécessaire.....	26
Géographie	26
Évolution de la discipline.....	26
Les héritages	26
Diversification des thèmes, des approches et des échelles depuis les années 1980	27
Lieux et évolution institutionnelle.....	27
La géographie de la géographie française sur l'Afrique	28
Formations	29

Reuves.....	29
Enseignement de la géographie dans le secondaire.....	29
Histoire.....	30
Origine de la spécialité « Afrique » dans la discipline historique.....	30
Évolution des thèmes.....	31
État des forces et lieux de la recherche.....	32
Reuves qui comptent dans le domaine.....	35
L'histoire de l'Afrique dans le secondaire.....	35
Linguistique.....	36
Évolution institutionnelle.....	36
État des forces.....	36
Évolution des thèmes.....	37
Reuves.....	37
Littérature.....	38
Évolution institutionnelle et état des forces.....	38
Évolution des thèmes.....	39
Formations.....	40
Reuves.....	40
Science Politique.....	41
État des forces et évolution institutionnelle.....	42
Évolution des thèmes et liens avec la discipline.....	43
Lieux de la recherche, régions concernées ou absentes.....	44
Formations en science politique sur les Afriques.....	44
Reuves françaises qui comptent.....	45
Sociologie.....	46
Origine et évolution des recherches sociologiques sur l'Afrique.....	46
Évolution des thèmes.....	47
État des forces.....	47
Bibliothèques et centres de documentation.....	49
Bilan de l'enquête.....	49
Bibliothèques universitaires.....	51
Bibliothèque universitaire des langues et civilisations.....	51
Bibliothèque du Centre d'études africaines.....	54
Bibliothèque de Recherches Africaines de l'Institut des mondes africains.....	55

Table des matières

Bibliothèque d'Art et d'Archéologie du Centre Michelet.....	57
Bibliothèque de Géographie - Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne.....	58
Bibliothèque Eric-de-Dampierre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative...59	
Bibliothèque de l'UMR 5115, Les Afriques dans le monde.....	60
Médiathèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme	62
Bibliothèques d'enseignement supérieur et de recherche hors université.....	63
Médiathèque du Musée du quai Branly.....	63
Bibliothèque centrale du Muséum national d'histoire naturelle	64
Bibliothèque de Fels de l'Institut catholique de Paris	64
Bibliothèque Claude Lévi-Strauss du Laboratoire d'Anthropologie Sociale.....	65
Bibliothèques de l'IRD	66
Les Bibliothèques du CIRAD	68
Bibliothèque de la Fondation Maison des sciences de l'homme	69
Bibliothèque de la Fondation nationale des sciences politiques.....	70
Bibliothèques spécialisées à accès réservé sur fonds privés.....	70
Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer.....	70
Centre de documentation et d'archives missionnaires.....	71
L'Afrique dans les thèses et les revues	72
Constitution et analyse de bases de données sur les thèses et les articles traitant de l'Afrique dans les revues SHS	72
L'Afrique dans les thèses	73
Une forte augmentation dans les années quatre-vingts	73
Des disparités importantes selon les disciplines	75
Un domaine d'études fortement masculin... ..	79
... et des inégalités genrées plus ou moins marquées selon les disciplines	81
La suprématie francilienne et parisienne.....	84
Un aperçu des thèmes les plus fréquents à partir de l'exploitation des mots-clés rameau ..87	
Droit	87
Histoire.....	88
Géographie	88
Sciences du langage	89
Sociologie.....	89
Anthropologie-ethnologie	90
Philosophie.....	90
Démographie	91

L'Afrique dans les revues	92
La place de l'Afrique dans les revues généralistes	92
Le corpus	93
Une représentation très inégale selon les revues et les disciplines	94
Revue spécialisée sur l'Afrique	96
Le corpus	96
Sexe des auteurs	97
Prédominance de l'Afrique de l'Ouest, progression de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	98
Une forte concentration sur quelques pays francophones	100
Analyse thématique	102
Conclusions et préconisations	106
Recrutements	106
Publications et revues	106
Mobilités et internationalisation	106
Secondaire	107
Structures françaises en Afrique	107
Compléter la présente étude	107
Annexes	108
Base AFRITHESES	108
Sources	108
Constitution (principales étapes)	108
Bases AFRIREV1 et AFRIREV2	109
Sources	109
Constitution (principales étapes)	110
Les membres du GIS Études Africaines	116
Les unités engagées dans le GIS Études africaines	117